



Ontario Clean Water Agency
Agence Ontarienne Des Eaux

RAPPORT ANNUEL DE



GAGNER LA CONFIANCE



LA CONFIANCE

Les municipalités de tout l'Ontario font confiance à l'Agence ontarienne des eaux (AOE) pour l'exploitation de leurs installations municipales d'eau et d'eaux usées.

C'est du fait que nous prenons notre engagement envers l'eau propre, la santé communautaire et l'environnement aussi au sérieux qu'elles le font.

Si votre communauté affronte des questions d'eau ou d'eaux usées liées à l'exploitation et à l'entretien, à la formation, à l'ingénierie ou à l'observation, songez à l'AOE.

Songez à un partenaire digne de confiance.

Pour obtenir de plus amples renseignements
ou vous renseigner sur des possibilités
d'emploi, veuillez nous téléphoner au
1 800 667-OCWA www.ocwa.com



Ontario Clean Water Agency
Agence Ontarienne Des Eaux

Table des matières

Profil de l'Agence	2
Message commun du président du conseil et du président-directeur général	4
Gouvernance de l'Agence	5
Membres du conseil d'administration	6
Dirigeants de l'Agence	8
Activités et réalisations en 2008	9
Amélioration de l'expérience vécue par le client	9
Développement des affaires de l'AOE et recouvrement intégral des coûts	9
Opérations efficaces et conformes	10
Autonomisation des employés à l'égard de la réussite	14
Offre du meilleur rapport qualité-prix à la Province	15
Engagement de l'AOE en fait de responsabilité sociale	16
Mesure du rendement	18
Sommaire du rendement pour les activités de 2008	19
Rendement chiffré 2009 et au-delà	20
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière	22
Analyse financière	24
Rapport du vérificateur	25
Bilan — Actif	27
Bilan — Passif et capitaux propres	28
État des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis	29
État des flux de trésorerie	30
Notes afférentes aux états financiers	31
	32

Notre vision

Être le fournisseur de services d'eau propre en qui l'on a le plus confiance.

Notre mission

Démontrer à nos clients notre engagement en fait d'excellence, en leur fournissant des services sécuritaires, fiables et économiques en ce qui touche l'eau et les eaux usées.

Nos valeurs

Les valeurs de l'AOE visent à gagner la CONFIANCE des clients et des autres intervenants.

Transparence

Communication ouverte et franche de nos activités.

Respect

Établissement de saines relations avec nos employés, nos clients et les autres intervenants, en agissant de façon responsable et pertinente.

Compréhension

Confiance dans les connaissances et les capacités de nos employés face aux défis que doit relever le secteur de l'eau et des eaux usées.

Sécurité

Prestations de services d'eau propre pour protéger nos employés, les communautés que nous servons et l'environnement.

Travail d'équipe

Travail coopératif et partage de nos compétences collectives pour obtenir des résultats exceptionnels et réaliser notre mission.

Profil de l'Agence

L'Agence ontarienne des eaux (AOE) fournit des services sécuritaires, fiables et économiques d'eau propre aux municipalités, aux collectivités des Premières nations, aux institutions et aux entreprises. L'AOE a pour principales activités l'exploitation, l'entretien et la gestion des installations de traitement de l'eau et des eaux usées et de leurs réseaux correspondants de distribution et de collecte. En outre, l'AOE offre une grande diversité de services professionnels de gestion, de consultation et de formation en matière de projets.



Ontario Clean Water Agency
Agence Ontarienne Des Eaux

L'AOE existe depuis quinze ans

Le 15 novembre a marqué l'anniversaire de la création de l'AOE : quinze années de services sécuritaires et fiables offerts à ses clients. Au cours des quinze années d'existence de l'AOE, le personnel a relevé de nombreux défis, en travaillant sans relâche pour fournir un service ininterrompu, notamment à l'occasion de la tempête de verglas qui a sévi en 1998 dans l'Est de l'Ontario et de la panne de courant qui a touché en 2003 une grande partie du Sud de l'Ontario. Ce dévouement à la cause s'est aussi manifesté dans l'intervention d'urgence et le rétablissement du service à la localité de Walkerton en 2000 et dans les récents efforts que les équipes d'intervention d'urgence de l'AOE ont déployés pour redonner confiance dans l'approvisionnement en eau de Pikangikum et de Foleyet.

Pour marquer ses quinze années d'existence, l'AOE a fait un don de 10 000 \$ à De l'eau pour tous, qui fournit à la population des pays en voie de développement d'Amérique centrale et du Sud, d'Afrique et d'Asie une occasion de s'aider eux-mêmes à obtenir l'accès à l'eau et à des installations sanitaires.

Partenaire de choix des propriétaires de systèmes de traitement de l'Ontario

L'AOE exploite en Ontario plus d'installations municipales d'eau et d'eaux usées que tout autre organisme d'exploitation. L'Agence a des contrats d'exploitation pour plus de 500 installations dont la grandeur va de petits puits et étangs à de vastes réseaux urbains d'eau et d'eaux usées. Les clients municipaux de l'Agence comprennent des cantons, des localités, des villes, des comtés et des régions, ainsi que des conseils transterritoriaux ou des réseaux régionaux fournissant des services communs d'eau et d'eaux usées. De plus, l'AOE dessert plusieurs collectivités des Premières nations et fournit des services d'exploitation et d'entretien à des installations commerciales, industrielles et institutionnelles.

Prestation efficace des services

L'AOE offre des économies d'échelle qui réduisent les coûts globaux d'exploitation et d'entretien pour les clients. Grâce à une structure pivot/à satellites de prestation des services, les clients bénéficient de la mise en commun de systèmes de gestion, d'administration et d'exploitation ainsi que de services de soutien spécialisé que nombre de clients, autrement, ne pourraient peut-être pas se permettre d'obtenir.

Des solutions complètes de service d'eau

Au-delà de l'exploitation, de l'entretien et de la gestion, l'AOE offre une gamme complète de solutions pour le service d'eau et d'eaux usées, dont :

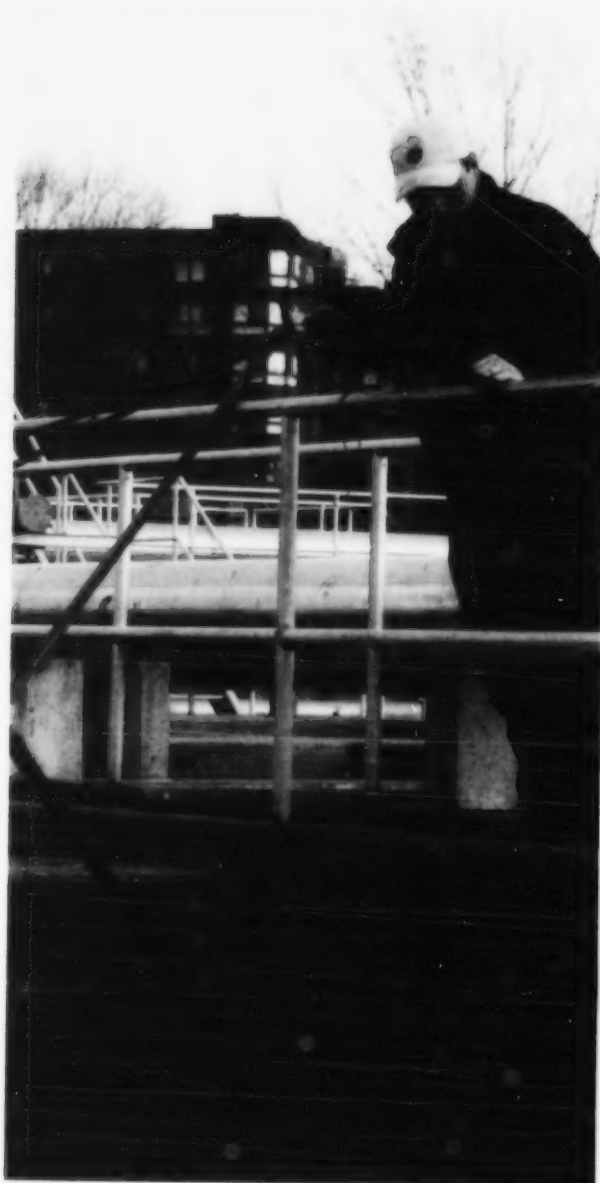
- Gestion de projet pour la création et l'amélioration de l'infrastructure
- Grands travaux d'entretien et petits travaux d'immobilisations
- Services destinés à aider à observer les exigences de réglementation
- Gestion des biens
- Services de surveillance
- Évaluation des installations
- Financement d'infrastructure
- Services techniques

L'équipe d'exploitation de l'AOE bénéficie de l'appui d'experts de l'industrie dans ces domaines : conformité d'exploitation, formation, approvisionnement, services juridiques, communications, technologie d'information et intégration des systèmes.

Offre du meilleur rapport qualité-prix aux habitants de l'Ontario

Depuis sa création, l'AOE constitue une ressource vitale pour la province de l'Ontario. Son objectif fondamental consiste à veiller à la sécurité du public et à fournir des services sécuritaires et fiables d'eau et d'eaux usées. En offrant aux propriétaires de réseaux un choix économique pour l'exploitation de leurs réseaux d'eau et d'eaux usées, l'AOE contribue à veiller à ce que toute la population ontarienne ait accès à un fournisseur de services sécuritaires et fiables d'eau et d'eaux usées. Ce choix revêt une importance capitale pour les collectivités petites, rurales ou éloignées.

En outre, l'AOE fournit des services d'intervention d'urgence en cas de sinistre provincial relatif à l'eau potable. Avec leur formation et leur équipement spéciaux, les équipes d'intervention d'urgence de l'AOE se trouvent dans des endroits clés de toute la province et peuvent intervenir immédiatement quand il le faut.



Message commun du président du conseil et du président-directeur général



Michael R. Garrett

Président du conseil
d'administration



Dante Pontone

Président-directeur général

C'est avec un grand plaisir que nous rendons compte des progrès que l'Agence a accomplis en 2008 dans l'établissement de relations de confiance avec ses clients, ses employés et les autres intervenants et dans l'élaboration de ses objectifs financiers.

Par de meilleures activités de sensibilisation, nous avons fait participer les clients à des discussions. Nous utilisons cette information pour continuer d'améliorer notre modèle de prestation des services.

En 2008, l'AOE a remis l'accent sur la santé et la sécurité au travail, en se concentrant sur l'édification d'une culture de santé et de sécurité pour l'appui du système actuel de l'Agence en matière de santé et de sécurité au travail. De la table du conseil d'administration au niveau des installations, on a souligné l'importance d'un travail sécuritaire. Nous sommes persuadés que cette prise de conscience a conduit en

partie à une réduction de 73 % des incidents avec interruption de travail. L'Agence s'est aussi employée à améliorer les communications entre les employés et la haute direction, en créant de nouvelles tribunes de communication et de nouveaux outils de collecte des réactions des employés.

L'AOE poursuit des efforts destinés à gagner la confiance du public, en pratiquant la transparence et la responsabilisation dans ses activités, en démontrant son engagement à l'égard de la prestation de services sécuritaires, fiables et économiques pour l'eau et les eaux usées. L'AOE est fière du rôle direct qu'elle joue dans la protection de la santé publique et de l'environnement, mais sa responsabilité ne s'arrête pas là. L'AOE s'est engagée à fonctionner d'une façon responsable sur les plans économique, social et environnemental, tout en reconnaissant les intérêts de ses intervenants dans toutes ses activités. En 2008, l'Agence a lancé sa première structure de responsabilité sociale pour nous aider à intégrer l'efficacité énergétique dans nos activités. Parmi les initiatives particulières, citons l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'établissement de la taille optimale de notre parc de véhicules, la collaboration avec la province pour étudier les possibilités de remédier à la pénurie de préposés qualifiés aux services d'eau et d'eaux usées.

De plus, l'AOE a gagné la confiance de la province. On a déployé de gros efforts pour appuyer la vérification du rapport qualité-prix du vérificateur général, de l'Agence ontarienne des eaux. Le vérificateur général a conclu que l'AOE accomplissait un travail satisfaisant dans sa prestation de services et il a formulé neuf recommandations pour améliorer les services que nous fournissons. À l'heure actuelle, l'AOE met en application des recommandations du vérificateur général pour offrir un rapport qualité-prix encore meilleur aux clients et à la population de l'Ontario.

Comme pour la plupart des organisations, l'Agence a subi les effets du repli de l'économie mondiale qui a touché les taux d'intérêt du marché, les prix des denrées et les économies locales. En dépit du rendement moindre des investissements, la position financière de l'AOE a continué de se renforcer. L'AOE continue d'accomplir des progrès réguliers dans ses objectifs d'affaires et elle a atteint ses objectifs de rendement financier pour 2008. Pour la quatrième année consécutive, l'Agence signale une croissance dans plusieurs indicateurs clés, dont le revenu de capital, le total des revenus d'exploitation et la marge brute.

Nous reconnaissons que cette nouvelle réalité économique a d'importantes ramifications pour les clients de l'AOE. Au fur et à mesure que nous créons des stratégies pour améliorer la prestation de services et répondre aux besoins changeants de nos clients, l'AOE, attentive aux défis financiers des clients, s'emploiera à renforcer l'efficacité de la prestation des services.

L'AOE continue de mettre en application de nouvelles solutions de technologie de l'information pour renforcer la gestion financière et améliorer la prestation des services d'exploitation et le soutien de la planification de l'infrastructure de nos clients. En 2008, l'utilisation de la technologie de télésurveillance et d'acquisition des données (SCADA, de l'anglais « *Supervisory Control and Data Acquisition* ») pour surveiller et régulariser les réseaux de traitement d'eau et d'eaux usées a fait l'objet de deux prix internationaux pour la meilleure application SCADA, comme l'ont établi les utilisateurs de SCADA dans les entreprises et les services publics de toute l'Amérique du Nord.

L'AOE continue d'explorer les possibilités d'améliorer son modèle de prestation des services à tout niveau de l'organisation pour améliorer la sécurité, la fiabilité et la rentabilité.

Vu que notre contexte de réglementation, notre économie et nos clients continue d'évoluer, l'AOE se positionne comme organisation responsable digne de la confiance de nos clients.

Gouvernance de l'Agence

L'approche de l'Agence à la gouvernance consiste à diriger son activité d'une façon équitable, transparente et responsable envers ses clients, le gouvernement et les citoyens de l'Ontario, et à améliorer constamment ses méthodes et ses pratiques pour diriger et gérer l'Agence.

L'AOE est une agence d'entreprise opérationnelle de la province de l'Ontario établie en vertu de la Loi de 1993 sur le plan d'investissement et qui rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministre de l'Environnement (MEO). La Loi stipule les objets, les pouvoirs et les fonctions de l'AOE, ainsi que d'autres paramètres directeurs. Un protocole d'entente (PE) précise ces rôles et ces fonctions.

Membres du conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration de l'AOE sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le conseil de l'AOE se compose de cadres supérieurs employés au gouvernement de l'Ontario, ainsi que de membres indépendants qualifiés. Le conseil possède des compétences collectives qui supervisent divers ordres de gouvernement, gèrent le secteur privé et les sociétés municipales, dont les services publics, et conseillent en fait de questions de réglementation liées à l'environnement et à l'eau potable.

Le conseil suit les meilleures pratiques de gouvernance de l'Agence, dont :

- L'initiation exhaustive des directeurs et directrices
- L'éducation et le perfectionnement permanents des directeurs et directrices
- Les séances à huis clos régulières
- Les séances de planification stratégique avec la haute direction
- L'établissement et le respect du code de conduite du conseil

Un Comité de vérification et de gestion des risques aide le conseil à remplir les responsabilités de gouvernance et de surveillance en ce qui touche :

- Les processus d'établissement des rapports comptables et financiers
- La structure de contrôle financier interne
- La fonction de vérification interne et externe
- Les systèmes de gestion des risques

Planification des activités et mesure du rendement

L'AOE élabore l'orientation stratégique de l'Agence, examine et approuve les plans stratégiques, les rapports financiers et les importantes décisions sur les activités de l'AOE. Le Conseil approuve le plan d'activités et les objectifs connexes de rendement de l'Agence, d'année en année, et il surveille la réalisation de ces objectifs pendant toute l'année. Les plans et les appréciations de rendement des employés sont liés aux objectifs de rendement du plan d'activités.

Reddition de comptes

Le gouvernement et la population de l'Ontario s'assurent de la responsabilisation de l'AOE de plusieurs façons, dont les suivantes :

- en veillant à ce que chaque installation qu'elle exploite présente un rapport aux clients et au MEO, au médecin hygiéniste local/ au ministère du Travail, suivant le cas
- en mettant à la disposition du public les rapports de chaque installation municipale de purification de l'eau qu'elle exploite (il suffit de communiquer avec les clients municipaux de l'Agence)
- en publiant un rapport annuel, approuvé par le ministre de l'Environnement puis déposé devant l'Assemblée législative provinciale, et que tous les Ontariens et toutes les Ontariennes peuvent consulter en version imprimée ou dans le site Web de l'Agence (www.ocwa.com/fr/index.asp)
- en publiant tous les ans un plan d'activités, qui comprend des mesures du rendement; ce plan est présenté tous les ans aux fins d'approbation au ministre de l'Environnement et tous les trois ans au Conseil de gestion du gouvernement
- en faisant effectuer, par le Bureau du vérificateur général, des vérifications annuelles des états financiers de l'AOE et des vérifications périodiques d'optimisation
- en permettant au public de prendre connaissance de ses dossiers en vertu de la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

Membres du conseil d'administration



Michael R. Garrett, président

Michael R. Garrett, président

Mandat (à titre de président) : de juin 2008 à juin 2011

Michael R. Garrett possède une vaste expérience comme cadre supérieur du secteur public.

M. Garrett a occupé divers postes, dont ceux de directeur général de l'administration pour la municipalité régionale de York, de directeur municipal de la Ville de Toronto, de directeur général de l'administration pour la municipalité de Peel, de sous-ministre adjoint du ministère provincial des Richesses naturelles, de directeur du programme pour le bassin de la Nation Sud et de directeur des ressources en eau à l'Office de protection de la nature de la communauté urbaine de Toronto et de la région.



Art Leitch, vice-président

Art Leitch, vice-président

Mandat : de juillet 2007 à juillet 2011

M. Art Leitch est un ancien président et président-directeur général de la Hamilton Utilities Corporation. Auparavant, M. Leitch a été directeur général des travaux publics pour la ville de Hamilton, commissaire à la Hamilton Hydro Commission, directeur général de Samia Hydro, vice-président principal d'United Utilities International PLC et commissaire de la planification et des travaux publics de la région de Halton. M. Leitch sert sa communauté comme vice-président du conseil d'administration de l'Association canadienne des automobilistes, vice-président de l'Agence ontarienne des eaux et président du conseil consultatif du Link-Line Group of Companies. M. Leitch a obtenu une maîtrise en génie environnemental à l'Université de Toronto et une maîtrise en administration des affaires à l'Université York.



Juli Abouchar

Juli Abouchar

Mandat : d'août 2007 à juillet 2011

M^{me} Juli Abouchar, de Toronto, est partenaire et spécialiste de l'environnement chez Wilms & Shier Environmental Lawyers L.L.P.

M^{me} Abouchar a été conseillère juridique adjointe de la Commission d'enquête sur Walkerton, a siégé à un comité de mise en oeuvre des mesures de protection des sources d'eau réunissant de multiples intervenants et a été conseillère juridique du groupe d'experts sur la salubrité de l'eau potable dans les collectivités des Premières nations. Elle pratique le droit administratif devant des tribunaux de l'environnement et de l'énergie et a publié de nombreux articles. M^{me} Abouchar est titulaire d'une maîtrise en droit de l'University of London (R.-U.) et de baccalauréats en droit et en droit civil de l'Université McGill.

John Bergsma

Mandat : d'août 2007 à juillet 2011

M. John Bergsma, de St. Catharines, est commissaire des Services corporatifs de la municipalité régionale de Niagara. En outre, il siège aux conseils d'administration de St. Catharines Hydro Inc., d'Horizon Utilities Corp., de CFM Corp et de Quartet Services Inc. Auparavant, il a été président et chef de la direction générale d'Union Gas Limited et président de Lennox Canada Inc., de Massey Ferguson Research Ltd. et de Columbus McKinnon Limited. Il a siégé à l'Assemblée des gouverneurs de l'Université de Waterloo durant plus de 20 ans, de même qu'aux conseils d'administration respectifs du Stratford Festival of Canada, de la Fondation ontarienne de régénération des Grands Lacs, de L'Institut urbain du Canada et de divers organismes répartis un peu partout en Ontario sous la bannière de Centraide.



John Bergsma

Charles Fox

Mandat : d'août 2007 à janvier 2011

M. Charles Fox, de Thunder Bay, est un Anishnawbe (Ojibway-Cri) de la Première nation de Bearskin Lake, dans le Nord de l'Ontario. Ces 29 dernières années, il a travaillé pour le peuple des Premières nations et défendu leurs intérêts. Au cours des deux dernières années, M. Fox a été engagé par le ministère de la Promotion de la santé comme consultant chargé des questions autochtones qui concernent la santé publique. À l'heure actuelle, il conçoit et exécute des programmes destinés aux Autochtones, conjointement avec le Bureau des économies d'énergie de l'Office de l'électricité de l'Ontario.

Allan Gunn

Mandat : de juillet 2007 à juillet 2010

M. Allan Gunn est le sous-ministre adjoint des Services ministériels au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels de l'Ontario. Il est chargé de la direction ministérielle de la planification stratégique et des activités, du contrôle financier et de la gestion des ressources humaines pour une organisation de plus de 16 000 employés et au budget annuel de 1,8 milliard de dollars. M. Gunn est cadre de la Fonction publique de l'Ontario depuis plus de vingt ans, dont cinq ans comme sous-ministre adjoint au ministère de l'Environnement de l'Ontario. Il est ancien élève de l'université Carlton, de l'université Queen's et de la Richard Ivey School of Business.

Gino Nicolini

Mandat : d'août 2007 à août 2010

M. Gino Nicolini, qui a fait carrière dans l'ingénierie, est semi-retraité. M. Nicolini a été président de Nicolini Construction and Engineering Ltd., président de Val Nicol Construction Ltd. et ingénieur de projet de Kilmer Van Nostrand Construction and Engineering Ltd. Il est membre du groupe d'établissement de la politique de réglementation des décharges et de l'élimination des déchets du Comité consultatif public de la Ville d'Ottawa. Auparavant, il a notamment été président du Rotary Club d'Ottawa-Gloucester et membre du Comité d'adaptation pour la Ville d'Ottawa. M. Nicolini est membre de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario.



Charles Fox



Allan Gunn

Dante Pontone

Mandat (comme président) : d'août 2004 à février 2005

Mandat (comme administrateur) : d'août 2004 à août 2010

M. Dante Pontone est président et chef de la direction générale de l'Agence ontarienne des eaux. Fonctionnaire de carrière, M. Pontone a commencé sa carrière à la Fonction publique de l'Ontario, en se joignant au ministère de l'Environnement en 1985. Il est entré au service de l'AOE quand l'Agence fut créée et c'est un des administrateurs dont l'état de service y est le plus long. Il y occupé plusieurs postes, comme ceux de directeur général de l'information et de vice-président des finances et des services internes. M. Pontone a siégé au Conseil d'administration du Centre de Walkerton pour l'assainissement de l'eau et, de 2004 à 2008, a été président du comité de gouvernance et de responsabilisation du Centre. M. Pontone est membre du conseil d'administration de l'Agence depuis 2003.



Gino Nicolini



Dante Pontone

Dirigeants de l'Agence

Dante Pontone

Président et directeur général
(voir biographie à la rubrique du Conseil d'administration)

Dan Atkinson

Vice-président des Opérations - Sud de l'Ontario

M. Dan Atkinson a assumé son rôle actuel aux Opérations en mars 2000. Il travaille à la Fonction publique de l'Ontario depuis plus de 25 ans et il s'est joint à l'AOE dès la création de cet organisme, en 1993. Un des administrateurs d'origine de l'Agence, Dan a été contrôleur et vice-président de secteur aux opérations. C'est un comptable général licencié et un comptable agréé en gestion. Il possède un baccalauréat en commerce et une maîtrise en administration des affaires.

Brenda Baker

Vice-présidente des finances et des services internes

M^{me} Brenda Baker s'est jointe à l'AOE en novembre 2002. Elle compte à son actif plus de 25 années d'expérience financière au gouvernement, dont des postes au ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels, au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, ainsi qu'au Bureau du vérificateur général. M^{me} Baker est une comptable agréée qui possède un baccalauréat en commerce et une maîtrise en administration des affaires.

Robin Kind

Avocate générale et secrétaire générale

M^{me} Robin Kind est membre du groupe juridique de l'Agence depuis novembre 1994. Avant de se joindre à l'AOE, elle a exercé plusieurs années en cabinet privé à Toronto dans les domaines de la loi commerciale, environnementale et des sociétés. M^{me} Kind a occupé le poste d'avocate générale adjointe à l'AOE depuis 2000 et elle fut avocate générale intérimaire de mai 2003 à mai 2005.

Nick Reid

Vice-président du développement des affaires

M. Nick Reid s'est joint à l'AOE en février 1995, en ayant à son actif 15 années d'expérience en consultation environnementale et en ventes techniques. Il a contribué à établir une culture des services aux clients au sein de l'AOE et a occupé des postes aux responsabilités croissantes au développement des affaires et aux opérations. M. Reid a été pendant quatre ans directeur général des installations de Peel-Sud et pendant deux ans directeur général de l'information avant d'assumer son rôle actuel au Développement des affaires en février 2007. Il est administrateur de la compagnie depuis 2000.

George Terry

Vice-président des opérations - Services du Nord de l'Ontario et des Premières nations

M. George Terry s'est joint à l'AOE à la création de cette agence en 1993. Pendant toute sa carrière à l'AOE, il a occupé des postes de plus en plus élevés, dont ceux de gestionnaire des opérations, de spécialiste en gestion des opérations, de vice-président à la technologie de l'information et aux services techniques, de directeur de la recherche et du développement en exploitation et de directeur de la commercialisation et des ventes. C'est un membre actif de l'Association canadienne des eaux potables et usées et de l'Ontario Water and Wastewater Works Association.

Sandra Witlarge

Contrôleuse, Services financiers et internes

M^{me} Sandra Witlarge s'est jointe à l'AOE en septembre 2000 comme gestionnaire des budgets et, par la suite, est devenue contrôleuse, en mai 2002. Avant de se joindre à l'AOE, elle a occupé divers postes financiers dans une grande compagnie de fabrication. M^{me} Witlarge est une comptable agréée en gestion et une examinatrice agréée des fraudes. Elle est titulaire d'un baccalauréat en études administratives.

Amélioration de l'expérience vécue par le client

Mise à contribution des clients

En tant qu'organisme de service, l'AOE est d'avis qu'il convient de renforcer les relations avec les clients. Chaque année, l'AOE tient des tribunes qui renseignent les clients sur les défis et les changements de réglementation qui se présentent pour le secteur de l'eau. Ces tribunes permettent d'engager d'efficaces communications bilatérales avec les clients, ainsi que de créer des débouchés qui répondent aux besoins en évolution. En 2008, l'AOE a intensifié ce programme fructueux, grâce à la mise en place de conseils consultatifs pour les clients municipaux et les clients des Premières nations.

En 2009, l'AOE continuera de renforcer sa prestation de services à la clientèle, en lançant un nouveau système de gestion de la relation client (GRC) qui facilitera l'établissement d'attentes de rendement interne pour continuer d'améliorer les niveaux de satisfaction des clients.

Développement des affaires de l'AOE et recouvrement intégral des coûts

Croissance des nouvelles activités

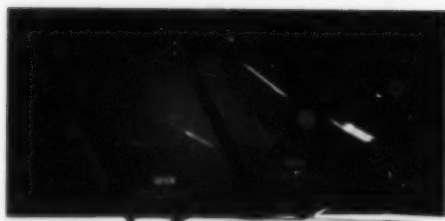
L'AOE n'a pas atteint son objectif global de croissance des revenus, mais elle est parvenue à faire croître des secteurs comme la gestion des biens et l'appui des systèmes d'exploitation (systèmes de télésurveillance et acquisition des données et (SCADA) et outpost5SM), la formation en exploitation et les services de gestion de l'environnement et de la qualité, conçus pour aider les propriétaires de réseaux d'eau à répondre aux exigences de la réglementation.

La prestation de services aux collectivités des Premières nations, en particulier par l'intermédiaire du programme fédéral des opérations de salubrité de l'eau (POSE) financé par le gouvernement fédéral, a continué de s'accroître pour l'Agence. Grâce au personnel d'exploitation qualifié de l'AOE, le POSE fournit mentorat et assistance aux exploitants pour leur offrir des connaissances et des capacités d'exploitation pour le traitement de l'eau et l'entretien de l'infrastructure au sein de leurs collectivités.

Gestion financière et prestation efficace des services

En 2008, l'AOE a continué de mettre en œuvre des solutions de technologie de l'information pour renforcer la gestion financière et améliorer le rendement du service d'exploitation. Dès la fin de 2008, on avait presque terminé les tests pour la mise en œuvre du système de gestion des relations avec la clientèle (GRC) et on avait commencé la planification pour un module de renseignements d'affaires (RA) venant en complément du système financier de l'AOE. L'AOE n'a pas atteint son objectif de pleine mise en œuvre des systèmes GRC et de RA à la fin de 2008, mais la mise en œuvre des systèmes aura lieu en 2009.

En outre, l'AOE a continué d'investir pour renforcer l'élément logiciel de son système de télésurveillance outpost5SM, afin d'accroître tant la fonctionnalité que la souplesse des unités. L'AOE continue d'effectuer des installations internes tout en saisissant de nouveaux débouchés. En 2008, on a ainsi, entre autres, renforcé l'automatisation et la surveillance à sept collectivités des Premières nations. En 2009, l'AOE exécutera les installations internes prévues d'outpost5SM.



L'AOE reçoit deux prix internationaux pour l'utilisation de Wonderware sur notre système Outpost5

L'AOE a reçu une première distinction, le prix de la meilleure application de SCADA, au concours public Wonderware de 2008. À la réception de ce prix, les représentantes et représentants de l'AOE sont allés donner un exposé à la conférence Wonderware internationale. Cet exposé ayant obtenu le plus de voix en provenance de plus de mille délégués internationaux, l'AOE a remporté le grand prix pour la meilleure application d'ensemble.

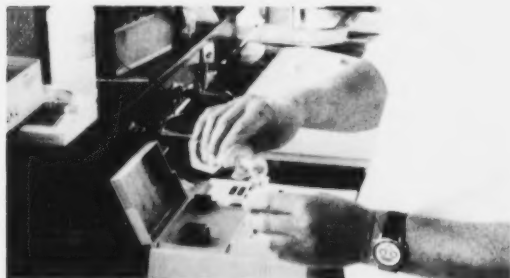
Gestion globale des risques

En 2008, l'AOE a lancé le Programme de gestion globale des risques (GGR). Ce programme vise à établir une structure intégrée et des processus renforcés, afin d'appuyer une gestion efficace de toute la gamme de risques présents dans toute l'Agence. L'Agence a étendu la définition négative traditionnelle du risque et a défini grosso modo le risque sur le double plan des menaces et des possibilités.

L'AOE a défini une structure pratique du programme GGR, laquelle combine les meilleures pratiques de gestion des risques pour les secteurs tant public que privé et incorpore les systèmes de gestion et le processus de planification stratégique actuels de l'Agence. Un élément clé du système réside dans l'utilisation d'une structure d'amélioration continue (planifier – agir – vérifier – améliorer) à la base du Système de gestion de la qualité et de l'environnement (SGQE) et du Système de santé et de sécurité au travail (SSST).

En suivant les meilleures pratiques de l'American Water Works Association (AWWA), l'AOE a adopté quatre catégories de risques : stratégiques, d'exploitation, de marché/d'affaires et juridiques/de réglementation.

En fin de compte, le nouveau programme GGR aidera l'Agence à atteindre ses objectifs à court et à long terme d'une façon responsable et durable. Les processus et les outils du programme aideront l'Agence à définir et à suivre ses risques critiques, à établir les niveaux de tolérance, à sensibiliser davantage à l'environnement et aux influences internes et externes et permettront à la direction et au personnel de continuer de relever avec efficacité les défis et de saisir les possibilités du moment et de l'avenir.



Opérations efficaces et conformes

Respect des exigences d'accréditation

L'observation des exigences d'accréditation des organismes d'exploitation en vertu de la Norme de gestion de la qualité de l'eau potable (NGQEP) et l'attribution de permis aux réseaux municipaux d'eau potable ont commencé le 1^{er} janvier 2009. Ces dernières années, l'AOE s'est employée à veiller à ce que l'Agence et ses clients soient prêts à répondre aux exigences d'accréditation. Parmi les activités de préparation, citons la mise en œuvre du SGQE de l'AOE, la formation exhaustive et le lancement d'un plan d'exploitation.

Quelque 162 réseaux municipaux d'eau potable exploités par l'AOE seront tenus de fournir au ministère de l'Environnement des exemplaires de leur plan d'exploitation, la plupart d'entre eux en 2009. En 2010, il faudra accréditer un second grand groupe de réseaux, principalement dans le Nord.

Conformité environnementale

L'activité de l'AOE consiste à fournir des services d'eau pour protéger la santé publique et l'environnement. L'Agence s'est engagée à répondre aux normes provinciales de réglementation et à améliorer ses relevés de conformité. L'AOE surveille son rendement de plusieurs façons, dont les ordres d'agents découlant des inspections du MDE. En 2008, l'AOE est parvenue à améliorer ses résultats dans ce domaine, le nombre d'ordres résultant de l'inspection étant réduit.

Quoique cette surveillance ne se rapporte pas forcément au rendement opérationnel d'une installation qu'exploite l'AOE, l'Agence surveille aussi le nombre d'incidents à signaler, comme les dérivations d'eaux usées, les incidents d'altération de la qualité de l'eau et les avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau. Ces questions sont approfondies dans les sections suivantes.

Incidents d'altération de la qualité de l'eau

Dans le cadre de la gestion quotidienne des réseaux d'eau potable, les municipalités et les gouvernements provinciaux recueillent couramment des renseignements. Un « incident d'altération de la qualité de l'eau » (IAQE) est un terme général utilisé par le MEO pour désigner tout résultat inusuel de test obtenu des réseaux d'eau municipaux ou privés.

Un incident isolé d'altération de la qualité de l'eau n'indique pas forcément que de l'eau potable d'un réseau présente des risques. Il révèle que dans au moins un cas, une norme de qualité de l'eau n'a pas été respectée. Cela va de mesures esthétiques, comme le goût et l'odeur, à la mesure de la présence de contaminants liés à la santé à un point défini du processus de traitement.

Le MEO a défini les exigences de test et d'analyse de l'eau potable pour les réseaux d'eau potable. Les tests de l'eau potable se rangent dans cinq classifications générales : microbiologiques, chimiques, radiologiques, physiques et esthétiques.

En 2008, l'AOE a prélevé plus de 600 000 échantillons aux installations d'eau qu'elle exploite. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, 0,07 % de ces échantillons ont constitué des IAQE. Près de la moitié de ces IAQE se rapportent à de petits réseaux d'eau souterraine dont la qualité des sources d'eau pose des problèmes.

Incidents d'altération de la qualité de l'eau (IAQE) aux installations exploitées par l'AOE, par région, en 2008

Région de l'AOE	Nord	Est	Ouest	Waterloo	Peel-Sud
Nombre d'installations d'eau potable exploitées par l'AOE	166	82	16	16	2
Microbiologiques	42	24	4	0	0
Chimiques	54	39	4	2	2
Physiques	40	13	0	2	0
Radiologiques	2	0	0	0	0
Réseau/équipement	26	13	1	12	7
Autre ^a	71	44	1	9	0
Total	235	133	10	25	9

Le nombre élevé d'IAQE dans le Nord de l'Ontario correspond au nombre élevé d'installations d'eau de cette région. En outre, un grand nombre des systèmes d'eau des Régions du Nord et de l'Est sont de petits réseaux d'eau souterraine dont la source d'eau présente des problèmes de qualité.

^a La plupart des autres catégories se rapportent à des paramètres esthétiques.

Avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau

De temps à autre, le médecin hygiéniste local peut diffuser un avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau pour les utilisateurs d'un réseau d'eau potable. L'ampleur de la restriction sur l'utilisation d'eau dépend de la situation et de la raison de la communication d'un tel avis.

Le tableau ci-dessous récapitule lesdits avis se rapportant en 2008 aux installations exploitées par l'AOE. On peut délivrer un tel avis dans les cas suivants :

- A Désinfection – Mauvaise désinfection ou manque de désinfection dans l'eau traitée.
- B Microbiologie – Qualité microbiologique inacceptable de l'eau traitée. On peut diffuser un tel avis comme précaution, tandis que les résultats des tests sont confirmés.
- C Épidémiologie – Éruption de maladie dans la collectivité, éruption qu'on a rattachée à la consommation de l'eau.
- D Autre – Pression faible ou nulle dans le réseau ou avis de sécurité permanent incitant à faire bouillir l'eau pour les installations des terres fédérales présentant des problèmes d'infrastructure.

Avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau aux installations exploitées par l'AOE, par région, en 2008

Région de l'AOE	Nord	Est	Ouest	Waterloo	Peel-Sud
Nombre d'installations d'eau potable exploitées par l'AOE	166	82	16	16	2
Raison de l'avis de sécurité					
A-Désinfection	1	-	-	-	-
B-Microbiologie	-	2	2	-	-
C-Epidémiologie	-	-	-	-	-
D-Autre	11	5 ^a	-	-	-
Total	12	7	2	0	0

^a Répétition des avis de sécurité permanents incitant à faire bouillir l'eau et établis pour des installations du piest de Kawartha. Ces installations se situent sur des terres fédérales et, par conséquent, elles ne relèvent pas du gouvernement provincial. Suivant une meilleure pratique, l'AOE exploite ces installations suivant les exigences provinciales. On reconstruit ces installations.

Dérivations aux installations exploitées par l'AOE

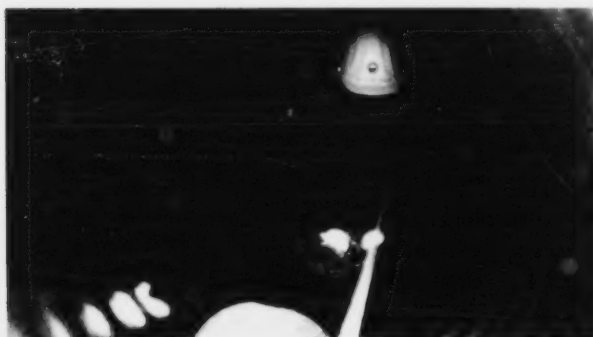
Les dérivations font partie des plans d'urgence pour la gestion des eaux usées et, à ce titre, un grand nombre de certificats d'autorisation relatifs à des réseaux incluent expressément des exigences relatives aux dérivations. Du fait de leur conception, les installations permettent des dérivations dans les situations d'urgence, si le réseau reçoit un débit qui dépasse la capacité prévue.

Aux fins de déclaration, il existe deux cas de dérivation. Une « dérivation primaire » a lieu en présence d'un grand débit hydraulique qui fait dévier les eaux d'égout, lesquelles échappent à tous les processus biologiques de la station de traitement. Une « dérivation secondaire » se produit quand on a laissé des solides d'égout se déposer, mais que les processus biologiques plus avancés de la station ont été laissés de côté.

Cas de dérivation aux installations exploitées par l'AOE, en 2008

Région	Nombre total d'installations d'eaux usées	Nombre d'installations d'eaux usées où sont survenues des dérivationes	Type de dérivation	Nombre total de cas de dérivation
Nord	99	31	Dérivation primaire	98
		3	Dérivation secondaire	10
Est	49	7	Dérivation primaire	19
		3	Dérivation secondaire	8
Waterloo	19	3	Dérivation primaire	12
		2	Dérivation secondaire	7
Western	40	3	Dérivation primaire	17
		1	Dérivation secondaire	8
Peel-Sud	2	0	Dérivation primaire	0
		1	Dérivation secondaire	2
Total				181

Le nombre élevé de cas de dérivation dans le Nord de l'Ontario est directement lié au nombre élevé d'installations d'eaux usées de cette région.



Vérifications autonomes des installations

Le programme de vérification autonome des installations est un élément clé du Système de santé et de sécurité au travail (SSST) et du Système de gestion de la qualité et de l'environnement (SGQE) de l'AOE. Ce programme veille à ce que la norme d'exploitation de l'AOE soit observée à toutes les installations exploitées par l'AOE et il définit les possibilités d'amélioration, sur le double plan de la réglementation/conformité et du rendement d'exploitation. On a exécuté des examens autonomes d'évaluation des installations pour la majorité des installations exploitées par l'AOE (à l'exclusion des installations où l'on avait effectué des vérifications de conformité ou du SGQE) et on a conçu un rapport d'évaluation détaillé. En se fondant sur chacun des rapports, on a créé un plan d'action relatif aux questions à traiter. En outre, une équipe interne de conformité a accompli 12 vérifications exhaustives de conformité et 10 vérifications du SGQE.

Santé et sécurité au travail

L'Agence s'est engagée à fournir un lieu de travail sécuritaire et sain pour tous les employés, l'objectif étant de n'enregistrer aucun incident avec interruption de travail. En 2008, l'AOE a renouvelé son SSST et a activement incité à l'action et à la sensibilisation à tous les niveaux de l'organisation. À commencer par le conseil d'administration, ce thème a été préconisé par la haute direction grâce au lancement de la première journée annuelle de sécurité de l'AOE et étudié aux conférences d'employés et de direction tenues tout au cours de l'année.

L'Agence n'a pas atteint l'objectif zéro, mais il y a eu d'importantes améliorations, le nombre d'incidents avec interruption de travail ayant été réduit de 73 % en 2008.

En complément de l'engagement de l'AOE dans la promotion d'une culture de santé et de sécurité au travail, l'AOE a créé deux nouveaux cours de formation obligatoires pour les employés de l'AOE. Le cours général du SSST est un cours de deux jours pour tout le personnel, cours qui renseigne sur les exigences du SSST, ainsi que sur les rôles et responsabilités particuliers. Le cours obligatoire de conduite préventive a été établi pour tous les membres du personnel qui conduisent régulièrement dans l'exercice de leurs fonctions. Animé par la Transportation Health & Safety Association of Ontario (THSAO), ce cours examine l'essentiel des techniques de conduite sécuritaires et préventives.

Rehaussement du profil de l'industrie de l'AOE

L'AOE participe activement aux associations, aux initiatives et aux événements du secteur des eaux liés à la sécurité de l'eau en Ontario. Outre son affiliation à l'Association canadienne des eaux potables et usées (CWWA), à l'Ontario Water and Wastewater Association (OWWA) et à la Water Environment Association of Ontario (WEAO), l'Agence coordonne le travail de l'Ontario Water Works Research Consortium (OWWRC), qui rassemble les chercheurs universitaires, les représentants fédéraux et les représentants en gestion du gouvernement provincial avec les municipalités qui captent leur eau potable dans le lac Ontario.

Conférence de 2008 des représentants de la santé et de la sécurité de l'AOE

Les représentants de la santé et de la sécurité de l'AOE (photo ci-dessous) de toute la province se sont rassemblés pour une conférence de deux jours pour apprendre et partager des idées pour l'amélioration continue du Système de santé et de sécurité au travail (SSST) de l'AOE. M. Allan Gunn, du conseil d'administration de l'AOE, a ouvert la séance, en formulant un message énergique sur l'engagement et les attentes du conseil à l'égard de la santé, de la sécurité et du bien-être de tout le monde à l'AOE. Le message de M. Gunn a été renforcé par des conférenciers du ministère du Travail, de l'Industrial Accident Prevention Association (IAPA), ainsi que par des conférenciers internes du groupe d'exploitation de l'AOE et du Comité de la haute direction.



L'équipe de l'AOE remporte la victoire à un concours annuel

En juin 2008, l'équipe du concours de l'AOE, les Jets de l'AOE, s'est classée deuxième, dans l'ensemble, au concours annuel du défi des opérations, tenu à la Water Environment Association of Ontario (WEAO). Les Jets ont obtenu la première place dans l'épreuve de la sécurité, la deuxième place dans l'épreuve du processus et dans l'épreuve de l'entretien des pompes, ainsi que la troisième place dans l'épreuve de la collecte.

Avec l'équipe de la région de Durham ayant remporté la première place, les Jets de l'AOE sont allés se mesurer à l'exposition et conférence techniques annuelles de la Water Environment Federation (WEFTEC). À cette rencontre internationale, les Jets se sont classés 14^e de la division 2.



Autonomisation des employés à l'égard de la réussite

L'AOE exerce son activité dans une industrie hautement spécialisée qui nécessite une main-d'œuvre qualifiée et qui s'y connaît pour servir les clients suivant de bons rapports qualité-prix, adhérer aux obligations de réglementation et atteindre les objectifs d'organisation. L'Agence maintient ses efforts pour conserver et attirer les professionnels expérimentés de l'eau et des eaux usées, qui se sont engagés à fournir un rendement de haute qualité et qui sont au courant des innovations dans les meilleures pratiques de l'industrie et les technologies de traitement.

Culture du rendement

Dans le cadre de son processus annuel de planification des activités, l'Agence prend des engagements clés pour mener à bien les stratégies globales d'organisation. Le plan, les engagements et les mesures de rendement de l'Agence sont exposés à tous les employés et sont à la base de l'établissement de plans ministériels et de plans individuels de rendement.

En 2009, l'Agence renouvellera son système de mesure du rendement, en insistant sur la mise en application d'indicateurs de rendement clé, axés sur les résultats, qui mesurent le rendement quotidien suivant une approche équilibrée de tableau d'affichage, ainsi que la réalisation d'initiatives du plan d'activités. Le rendement d'organisation sera partagé avec les employés tous les trimestres.

Code de déontologie de l'AOE

Officiellement lancé en 2008, le code de déontologie de l'AOE souligne de nouveau l'importance des valeurs, des lignes de conduite et des méthodes de l'AOE. Le code énonce les normes de conduite qui s'appliquent à tous les employés de l'AOE, y compris aux gestionnaires et aux membres du conseil de l'AOE à l'égard du milieu de travail, des pratiques commerciales et des relations avec les intervenants de l'AOE.

Tous les employés de l'AOE et membres du conseil d'administration de l'AOE sont censés bien connaître et observer le code, en démontrant ainsi notre détermination collective à faire ce qu'il faut, à prendre de bonnes décisions commerciales et à être le fournisseur de services d'eau propre en qui l'on a le plus confiance.



Conférences d'employés

Outre la participation à des ateliers animés pour aider à créer des stratégies et à améliorer l'Agence, les employés ont pris part à des activités de constitution d'équipes.

Mise à contribution des employés

En 2008, l'Agence a tenu trois conférences pour mettre les employés à contribution et les informer des priorités commerciales de l'AOE, ainsi que pour faciliter la participation des employés à l'élaboration de nouvelles stratégies pour l'amélioration continue de l'organisation. En outre, ces séances ont donné à la haute direction une occasion d'élaborer une culture axée sur la santé et la sécurité.

Quelque 260 employés ont participé aux séances de 2008 et d'autres séances sont planifiées pour 2009.

Développement des qualités de chef

L'Agence continue ses efforts pour attirer, conserver et développer des gens dotés des aptitudes et des compétences qu'il faut pour répondre aux besoins d'organisation actuels et futurs. La direction de l'AOE participe à un programme personnalisé de développement des qualités de chef, exécuté par la York-Schulich school of Business. On prévoit pour 2009 de nouveaux éléments de programme qui édifient les compétences essentielles individuelles.

L'AOE a conçu un programme de gestion de la relève, afin de développer et de cultiver les compétences des employés qui, a-t-on déterminé, ont la capacité de se préparer pour le poste clé de gestionnaire des opérations. Ce programme a évolué en 2008, quand on a lancé un programme de mentorat.

Offre du meilleur rapport qualité-prix à la province

Appui des besoins en eau et en eaux usées des collectivités des Premières nations

Dans le cadre du programme POSE financé par le gouvernement fédéral, l'AOE a été chargée, par contrat, d'offrir des services généraux pour encadrer, aider et former les exploitants des Premières nations en fait d'exploitation et d'entretien de leurs réseaux de traitement de l'eau. L'objectif ultime de ce programme de trois ans consiste à développer les connaissances et la capacité d'exploitation en ce qui touche le traitement de l'eau et l'entretien de l'infrastructure dans ces collectivités. En outre, l'AOE a fourni des cours de formation en exploitation pour les exploitants des Premières nations et ce, directement en vertu du POSE et par des cours obligatoires d'accréditation de la province en matière d'eau potable.

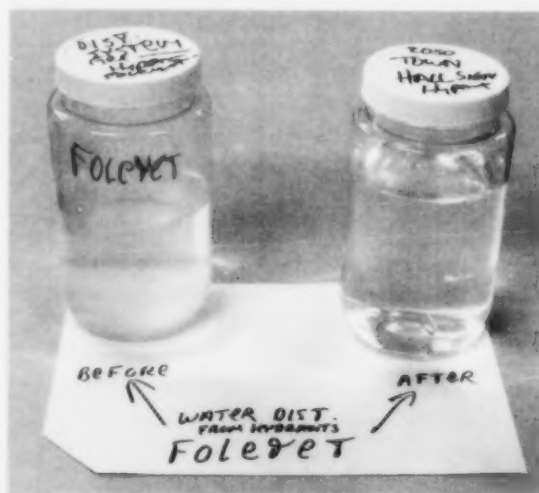


L'AOE participe à la grande inauguration d'Anishinaabeg Kakenwaydemiwatch Nepi

En juillet 2008, les représentants de l'AOE ont assisté à la grande inauguration d'Anishinaabeg Kakenwaydemiwatch Nepi (AKN) à Dryden, en Ontario. Cette organisation est une collaboration unique en son genre entre les services consultatifs Pwi-Di-Goo-Zing Ne-Yaa-Zhing, le conseil des ressources d'Anishinaabeg de Kabapikotawangag et le conseil tribal de Keewaytinook Okimakanak, qui fournit un personnel d'exploitation accrédité à l'initiative du POSE dans l'exécution du programme.

Le travail d'équipe de l'AOE fait revenir l'eau potable dans la localité de Foleyet

En avril 2008, les membres des équipes d'intervention d'urgence de l'AOE et le personnel du pivot Nord-Est Ontario (NEO) de l'AOE ont répondu à une demande d'aide de la localité de Foleyet. Grâce à l'alliance des connaissances, de l'expérience et du dévouement de l'équipe, on a fait revenir l'eau potable à la population de Foleyet, ce qui a mis fin à un avis sécuritaire incitant à faire bouillir l'eau, qui était en vigueur depuis cinq mois.



Préparation pour répondre aux situations d'urgence provinciales liées à l'eau

Grâce à un partenariat financé avec le ministère de l'Environnement, l'AOE fournit des services d'intervention d'urgence en cas de situation d'urgence en matière d'eau potable. Pour veiller à être prêt, on a établi cinq équipes d'intervention d'urgence de l'AOE pour un déploiement rapide dans une situation d'urgence à toute installation d'eau de la province. Ces équipes sont équipées, formées et testées de façon spéciale pour assurer une intervention efficace en cas de situations d'urgence. En 2008, on a déployé les équipes d'intervention d'urgence de l'AOE pour rétablir l'eau potable dans la localité de Foleyet.

Engagement de l'AOE en fait de responsabilité sociale

L'eau, c'est la vie

Cette affirmation simple, mais énergique, souligne les activités et les valeurs de l'Agence ontarienne des eaux en ce qui touche la façon dont nos activités commerciales quotidiennes sont directement liées à la santé publique et à l'environnement. Les employés de l'AOE exploitent et entretiennent des réseaux qui fournissent de l'eau potable sécuritaire aux gens répartis dans tout l'Ontario et ils aident à appuyer nos commerces et nos industries. En outre, nos employés supervisent les réseaux qui traitent les eaux usées qu'engendrent les gens et les entreprises.

Engagement de l'AOE

Nous sommes fiers du rôle direct que nous jouons dans la protection de la santé publique et de l'environnement, mais l'engagement de l'AOE ne s'arrête pas là. L'AOE s'est toujours enorgueillie d'être un organisme conscient de ses responsabilités sociales. Pour nous aider à renforcer notre stratégie sur la façon dont nous manifestons cet engagement, l'Agence, en 2008, a établi une structure de responsabilité sociale fondée sur le guide de mise en œuvre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) d'Industrie Canada. Cette structure a notamment consisté en ce qui suit :

- L'évaluation des activités de liaison et des activités commerciales actuelles de l'AOE
- L'établissement d'un mandat et d'une stratégie d'ensemble de RSE
- L'établissement et l'examen des engagements pris suivant le processus normal de planification des activités de l'Agence
- Un processus d'évaluation et d'amélioration afférent aux défis et aux réussites de l'Agence

Cette structure vise à améliorer l'intégration des considérations économiques, sociales et environnementales des activités commerciales de l'Agence. On lance des programmes internes. Des initiatives particulières ont été incluses dans le plan d'activités de 2009 de l'AOE pour améliorer l'efficacité énergétique et la gestion du parc automobile et explorer les possibilités de faire face à la pénurie de préposés qualifiés des services d'eau et d'eaux usées dans la province. On a sélectionné ces articles d'après une matrice de décision qui prenait en compte diverses possibilités sur le double plan de leur pertinence et de leur répercussion à l'égard de l'Agence, de ses employés, de ses clients, des collectivités et du public que nous servons.

Appui des collectivités dans lesquelles nous vivons, travaillons et jouons

L'AOE contribue depuis longtemps aux collectivités qu'elle sert. Nous faisons visiter des installations aux groupes communautaires et aux écoles pour les initier aux processus de traitement et aux effets que les actions des usagers exercent sur leurs réseaux. Nous participons activement aux événements communautaires, notamment aux festivals de l'eau potable, aux concours de labourage et aux activités de collecte de fonds pour des œuvres de bienfaisance. L'AOE appuie les efforts bénévoles de son personnel, de la lutte contre les incendies à la participation aux sports pour la jeunesse.



L'AOE a pris part à la Journée municipale de la localité d'Amherstburg, qui présentait les services municipaux au public.

Participation communautaire

Pendant toute l'année, l'AOE participe à des événements des collectivités où son personnel vit et travaille. Des festivals d'eau des enfants aux lieux d'exposition des services municipaux, l'AOE s'enorgueillit de mieux sensibiliser le public à ses services et au rôle de protection de la santé publique et de l'environnement.

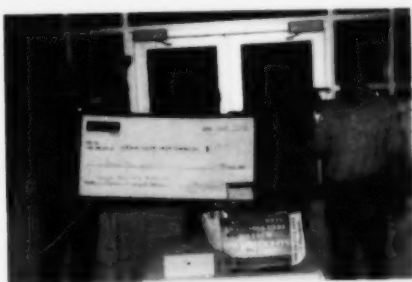
Chaque année, les employés de l'AOE recueillent des fonds pour aider à améliorer les vies et à édifier des collectivités solides et saines, en appuyant les œuvres de bienfaisance locales, provinciales et nationales. À titre d'organisation, l'AOE coordonne les activités de collecte de fonds destinées à appuyer Centraide et les œuvres fédérées de bienfaisance pour la santé qui financent seize œuvres ontariennes de bienfaisance pour la santé.

Appui de la recherche et de l'innovation dans l'industrie de l'eau et des eaux usées

L'Agence appuie la recherche et le développement touchant le traitement de l'eau et des eaux usées. Un exemple consiste dans le travail de l'AOE dans le cadre de divers consortiums de recherche, faisant appel aux municipalités, au gouvernement provincial et au gouvernement fédéral, ainsi qu'aux universités de l'Ontario, dont l'objectif consiste à mieux comprendre la protection des sources d'eau et les effets du traitement des eaux usées. L'AOE est un participant actif des conférences de l'industrie et a présenté plusieurs communications sur des sujets allant des meilleures pratiques d'exploitation aux programmes d'incitatifs pour les exploitants.

Appui du développement des carrières de la jeunesse de l'Ontario

Grâce à divers programmes, l'AOE appuie activement l'emploi de la jeunesse, les initiatives d'éducation et le mentorat. Avec les collègues et universités de l'Ontario, nous mettons les élèves en rapport avec les stages et les placements à des postes de travail coopératif. De plus, l'Agence invite les jeunes à s'informer des carrières de l'eau grâce à la participation à des programmes de service public de l'Ontario comme le programme Expérience Été et Passeport pour la prospérité. La bourse d'entrée environnementale de l'AOE pour les élèves des Premières nations et notre bourse environnementale de deuxième année offrent des prix aux élèves qui planifient une carrière environnementale.



Tournoi de golf de Peel aux fins de bienfaisance

Avec le soutien d'un don ayant fait l'objet d'une contribution de contrepartie, le second tournoi annuel de golf de Peel-Sud de l'AOE aux fins de bienfaisance a recueilli 27 000 \$ pour appuyer la Trillium Cardiac Health Centre Foundation.



Écologisation du parc automobile de l'AOE

En 2008, on a ajouté des véhicules hybrides au parc de véhicules de service de l'AOE. Dans le cadre de l'engagement de l'AOE visant à réduire son empreinte de carbone, on ajoutera d'autres véhicules écologiques au parc de l'AOE au fur et à mesure qu'on remplacera les véhicules existants. Chaque véhicule qui en remplacera un autre reposera sur une évaluation minutieuse des options disponibles, l'établissement de coûts pour le cycle de vie utile, l'efficacité des carburants et les exigences de travail.

Mesure du rendement

L'AOE utilise une approche de planification axée sur les résultats pour la mesure du rendement, afin de veiller à ce que les projets et processus de l'AOE soient compatibles avec l'orientation stratégique de l'Agence. La haute direction de l'AOE et les membres du conseil d'administration surveillent la mise en œuvre des engagements établis dans le plan d'activités de l'Agence et le degré de réussite atteint dans la réalisation des mesures de rendement connexes et ce, par l'établissement de rapports trimestriels réguliers.

Outre les objectifs de rendement énoncés dans le plan d'activités, l'AOE surveille d'autres indicateurs de rendement clés (IRC) pour les opérations destinées à remplir nos engagements commerciaux (efficacité d'exploitation et rendement financier) et à atteindre les objectifs de notre mandat public (protection de la santé de l'être humain et de l'environnement).

Le rendement de l'AOE en 2008 est examiné à la section Activités et réalisations en 2008 du présent rapport annuel et aux sections Sommaire du rendement pour les activités de 2008 et Rendement chiffré, figurant aux pages suivantes.

L'Agence s'est engagée à étendre son système de mesure du rendement, en mettant en œuvre plus d'indicateurs de rendement clés, axés sur les résultats, qui mesurent le rendement quotidien. En outre, l'AOE évaluera, le cas échéant, son propre rendement par rapport à des résultats analogues du secteur de l'eau.



Sommaire du rendement pour les activités en 2008

✓ Atteint ✗ Non atteint Reporté à 2009

Amélioration de l'expérience vécue par le client

- ✓ Continuer de tenir des tribunes d'information des clients pour sensibiliser à l'industrie et aux règlements du secteur de l'eau et des eaux usées
- ✓ Obtenir les opinions de clients par l'intermédiaire des conseils consultatifs municipaux et des Premières nations

Se tenir au courant des changements de l'industrie

- ✓ Être présent aux événements du secteur et coordonner/entretenir les projets de recherche de l'Ontario Water Works Research Consortium

Donner de l'expansion aux activités de l'AOE et effectuer le recouvrement des coûts

- ✗ Attendre l'objectif de croissance nette des affaires dans tous les secteurs du marché¹
- ✓ Analyser les possibilités de fournir les produits existants à l'extérieur de l'Ontario

Prestation efficace de service

- ✓ Mettre en œuvre des moyens d'organisation économiques, d'après les examens de prestation de service des entreprises et de l'exploitation
Améliorer les capacités du système de surveillance et de commande à distance outpost 5 de l'AOE, en intégrant de nouveaux logiciels prêts à utiliser dans la région du nord² de l'AOE
Mettre en œuvre d'autres modules du système de planification des ressources d'entreprise (PRE) (module de relations avec la clientèle) (MRC) et un module de renseignements d'affaires (RA)
- ✓ Concevoir une évaluation des risques de gestion de l'énergie pour déterminer l'exposition de l'AOE et des clients à la volatilité prévue pour l'établissement des prix de l'électricité

S'acquitter des obligations de conformité

- ✓ Mettre en application la norme de gestion de la qualité de l'eau potable
- ✓ Continuer d'améliorer le relevé de conformité environnementale de l'AOE
- ✗ Objectif zéro incident³ avec interruption de travail
- ✓ Renforcer le système de santé et de sécurité au travail de l'AOE pour aider à prévenir les blessures dans le lieu de travail

Gérer le risque d'organisation

- ✓ Concevoir et mettre en œuvre une structure de gestion des risques d'entreprise (GRE)
- ✓ Concevoir un code éthique détaillé pour la totalité des employés

Mise à contribution des employés

- ✓ Renforcer le programme de reconnaissance des employés de l'Agence
- ✓ Concevoir une conférence des employés
- ✓ Mettre en œuvre une tribune des idées de l'AOE, une boîte virtuelle à suggestions sur l'intranet de l'AOE

Développement des qualités de chef

- ✓ Continuer de mettre en œuvre le programme de gestion de la relève de l'AOE pour préparer les employés à occuper des postes clés au sein de l'Agence
- ✓ Mettre en œuvre le programme de gestion des talents de la FPO au sein de l'AOE
- ✓ Continuer le programme relatif aux qualités de chef de l'AOE pour aider la direction actuelle et future de l'AOE pour acquérir des compétences en matière de qualités de chef

Préparation à l'intervention en cas de situations d'urgence provinciales liées à l'eau

- ✓ On a examiné tous les plans du programme de gestion d'urgence et on a effectué le test annuel

Renforcement de la responsabilité sociale des entreprises

- ✓ Concevoir un programme de responsabilité sociale (RS) de l'Agence et établir les possibilités de RS compatibles avec les objectifs d'affaire de l'AOE

¹ L'AOE a bien pris de l'expansion, mais l'Agence n'a pas atteint les objectifs établis.

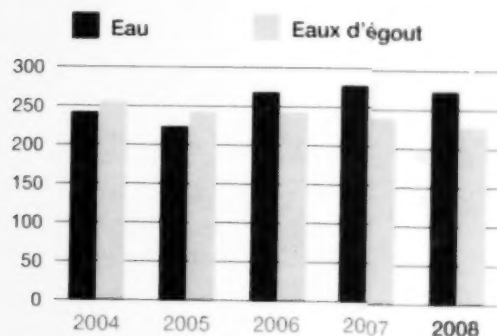
² Petits retards de lancement subis pour s'acquitter des obligations d'installer des unités Outpost dans le cas des nouvelles ententes avec les clients.

³ On a beaucoup accompli de progrès, en réduisant le nombre d'incidents avec interruption de travail qui, de 15 en 2007, est tombé à 4 en 2008.

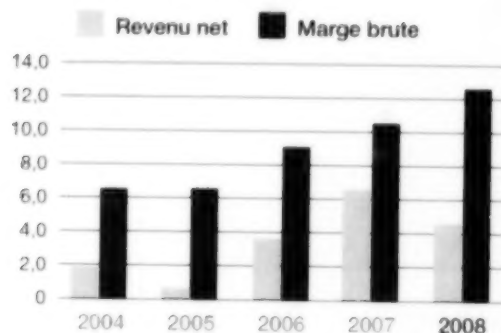
Rendement chiffré

Rendement d'affaires

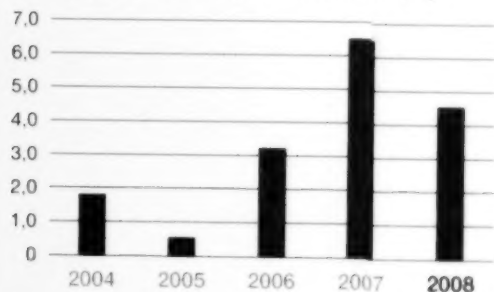
Nombre d'installations exploitées par l'AOE



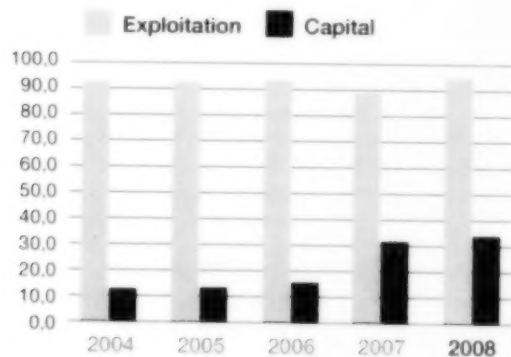
Revenu net et marge brute
(en millions de dollars)



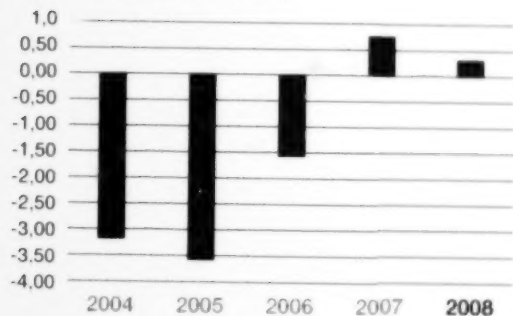
Revenu net total (en millions de dollars)



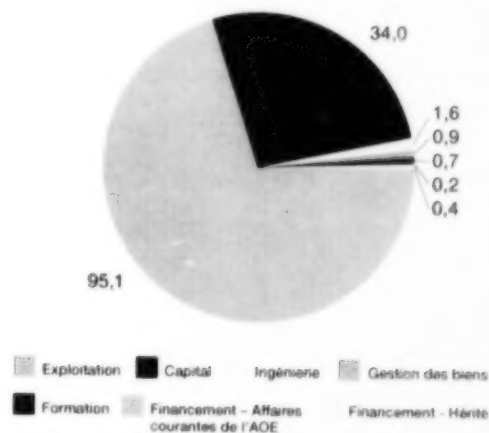
Revenu brut de l'exploitation
(en millions de dollars)



Volet commercial de l'AOE – Revenu net
(en millions de dollars)

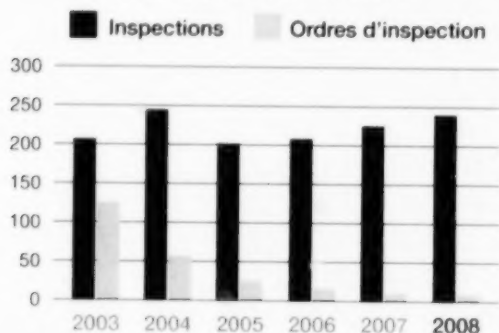


Revenu total de 2008 par source (en millions de dollars)

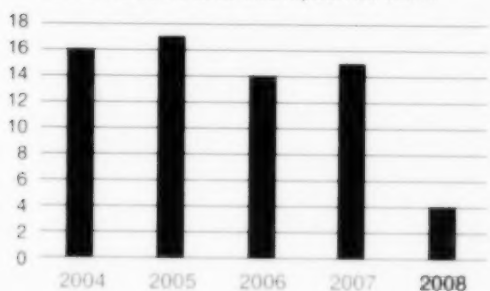


Rendement de conformité

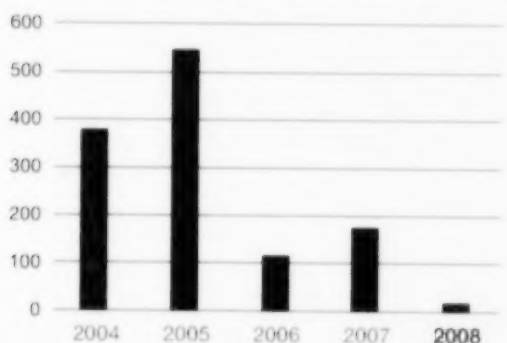
Ordres des agents provinciaux délivrés à la suite d'inspections, par le MEO, d'un établissement exploité par l'AOE



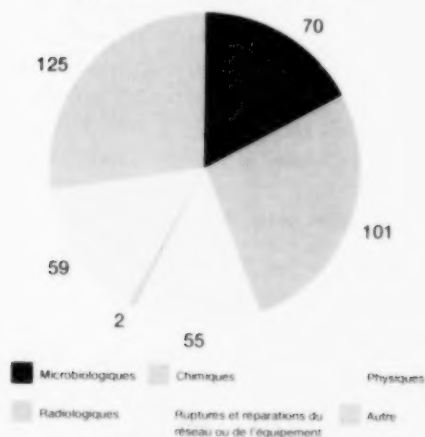
Santé et sécurité au travail
Demandes de prestations approuvées relatives à des incidents avec interruption de travail



Santé et sécurité au travail
Total de jours avec interruption de travail

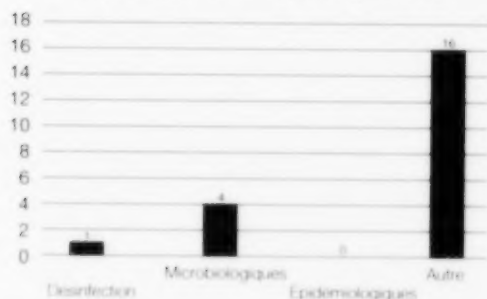


Types d'événements négatifs pour la qualité de l'eau à une installation exploitée par l'AOE, en 2008



La présence d'un IACE ne signifie pas que l'eau présente des risques. Elle signale un dépassement qui pourrait conduire à des problèmes si l'on n'y remédie pas.

Avis de sécurité de 2008 incitant à faire bouillir l'eau aux installations exploitées par l'AOE



Désinfection : Mauvaise désinfection ou résultat de désinfection dans l'eau traitée.

Microbiologiques : Peut inclure qu'un indice de mauvaise qualité d'eau. Comme précaution et dans l'attente de la confirmation des résultats, on diffusera peut-être un avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau.

Epidémiologiques : Elément épidémiologique qui donne à penser que l'eau potable a causé une poussée épidémique.

Autre : Représente les avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau, qu'on a peut-être diffusés par mesure de précaution du fait d'une pression faible ou nulle du réseau, et certains avis de sécurité incitant à faire bouillir l'eau diffusés pour des installations ne relevant pas de la province. Comme meilleure pratique, l'AOE fonctionne suivant les exigences provinciales. On reconstruit ces installations.

2009 et au-delà

En 2009 et au-delà, l'AOE continuera d'établir des relations avec les clients, les employés et les partenaires commerciaux et de réaliser le recouvrement intégral des coûts à l'égard des activités commerciales de l'Agence, grâce à la croissance des affaires et au renforcement de la prestation des services. Les initiatives clés de l'Agence pour 2009 comprennent ce qui suit :

Prestation des services à la clientèle

L'Agence continuera de rassembler les apports de la clientèle sur la prestation des services et les services de l'AOE et de rechercher leurs conseils sur les éléments à améliorer. En outre, l'Agence lancera un nouveau système de gestion des relations avec la clientèle et définira des attentes internes de rendement, l'objectif étant d'améliorer encore plus la satisfaction de la clientèle.

Pour aider les clients pendant cette difficile période économique, l'Agence adoptera une approche plus rigoureuse pour la planification des immobilisations, afin d'aider les clients à porter au maximum les investissements en immobilisations dans leurs réseaux. Le processus renouvelé de l'AOE fournira un plan quinquennal, accompagné de conseils sur les améliorations des réseaux pour les gains d'efficacité à l'exploitation et un meilleur rendement.

Croissance des affaires et rendement financier

En plus de faire croître le secteur essentiel des affaires de l'AOE – opérations de l'eau et des eaux usées, entretien et gestion –, l'Agence s'attachera à donner de l'expansion à sa part de marché pour les services ne faisant pas partie de l'exploitation ni de l'entretien, notamment :

- Les services auxiliaires de distribution, comme le lessivage, le décolmatage et les programmes de détection des fuites
- L'appui des systèmes d'exploitation, de télésurveillance et acquisition des données (SCADA) et *outpost5*SM
- Les systèmes de gestion des biens et d'entretien des ouvrages

À titre de fournisseur efficace de services et d'organisme responsable sur le plan financier, l'Agence mettra en œuvre des contraintes financières et réduira les dépenses discrétionnaires pendant cette période d'incertitude économique.

Rendement d'exploitation

L'Agence s'est fixée l'objectif consistant à améliorer en continu le rendement dans toutes ses activités commerciales. En 2009, l'Agence va :

- renouveler son système de mesure du rendement, en insistant sur la mise en application d'indicateurs de rendement clés, axés sur les résultats, qui mesurent le rendement
- répondre constamment aux exigences de réglementation en matière d'environnement et de santé publique
- renforcer les exigences de l'Agence en matière d'établissement de rapports internes et concevoir une approche uniformisée pour partager et mettre en œuvre les meilleures pratiques d'exploitation dans toute l'Agence
- continuer à revoir ses processus et systèmes internes pour réaliser des économies de coûts et des gains de rendement pour les services

Santé et sécurité au travail

En 2009, l'AOE continuera de veiller à la réalisation de son objectif consistant à prévenir les incidents de santé et de sécurité au travail, en renforçant ses programmes existants du système de santé et de sécurité au travail, consistant à :

- mettre en application des normes minimales obligatoires pour l'équipement personnel de protection (EPP)
- examiner, améliorer ou adopter de nouvelles méthodes standards d'exploitation (MSE)
- continuer de fournir à la direction et au personnel une formation complémentaire sur la *Loi sur la santé et la sécurité au travail*

Conformément à la nouvelle stratégie de conformité Sécurité au travail du ministère du Travail/gouvernement de l'Ontario, le SSST de l'AOE se concentre sur le maintien et l'amélioration de la culture de santé et de sécurité des lieux de travail pour veiller le mieux possible à ce que les travailleurs de l'AOE retournent sains et saufs à leur domicile, au sein de leur famille.



Autonomisation de la main-d'oeuvre

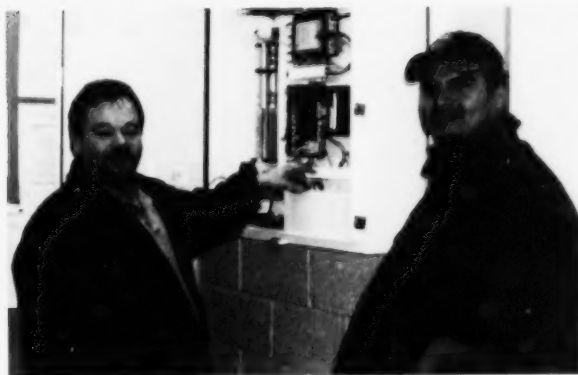
Dans le cadre de l'objectif primordial de l'Agence consistant à faire de l'AOE un employeur de premier choix, l'Agence continuera de développer les compétences des employés, grâce à l'exécution de ses programmes de gestion de la relève et de développement du leadership. En outre, l'Agence continuera de tenir des conférences tant de leadership que d'employés pour mettre les employés à contribution et les informer des initiatives et réalisations commerciales et pour encourager leur contribution à l'établissement de nouvelles stratégies et à l'amélioration continue de l'organisation.



Mandat public

L'Agence maintiendra ses activités de préparation civile pour l'offre d'aide aux municipalités et aux Premières nations de l'Ontario en cas de situation d'urgence relative à l'eau potable.

Dans le cadre de la structure de responsabilité sociale de l'AOE, l'Agence collaborera avec les collectivités pour améliorer la compréhension publique du rôle de l'AOE dans la protection de la santé publique et de l'environnement, ainsi que pour mettre à la disposition du public d'utiles renseignements sur la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.



Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La direction et le conseil d'administration sont responsables des états financiers et de tous les renseignements présentés dans le présent rapport annuel. La direction a établi les états financiers suivant les principes de comptabilité généralement acceptés et, le cas échéant, ces documents renferment des montants fondés sur les meilleures estimations et les meilleurs jugements de la direction.

L'Agence ontarienne des eaux observe les plus hautes normes d'intégrité de son secteur. Pour sauvegarder ses éléments d'actif, l'Agence dispose d'une solide série de contrôles et de méthodes financiers qui équilibrent les avantages et les coûts. La direction a conçu et tient des contrôles financiers et de gestion, des systèmes d'information et des pratiques de gestion pour fournir une assurance raisonnable de la fiabilité de l'information financière, conformément aux arrêtés de l'Agence. On effectue des vérifications internes pour évaluer les systèmes et pratiques de gestion. Les rapports sont délivrés au Comité de la haute direction et au Comité de vérification et de gestion des risques.

Le Conseil d'administration veille à ce que la direction remplisse ses responsabilités en matière d'information financière et de contrôle interne. Le Conseil d'administration se réunit tous les trimestres pour surveiller les activités financières de l'Agence, examiner les états financiers et, chaque année, examiner le rapport du vérificateur externe qui s'y rapporte, et recommander ces documents à l'approbation du ministre de l'Environnement.

Le vérificateur général a examiné les états financiers. Sa responsabilité consiste à déclarer, par son opinion, si les états financiers sont présentés d'une façon équitable et suivant les principes de comptabilité généralement acceptés. Le rapport du vérificateur fait état de la portée de l'examen et de l'opinion du vérificateur.

Dante Pontone

Président-directeur général

Brenda Baker

Vice-présidente des finances et des services internes

Acquérir la confiance, faire preuve de responsabilité financière

2008 a été une année marquée par un succès modéré pour l'AOE, aux prises avec un milieu économique tumultueux. Comme avec la plupart des organisations de cette période, l'Agence a subi les effets de facteurs économiques comme une réduction des taux d'intérêt commerciaux et le repli général de l'économie mondiale. Toutefois, du fait des résultats impressionnants communiqués au sujet de nos opérations, la position financière de l'AOE continue de se consolider. Pour la quatrième année consécutive, l'Agence signale de la croissance dans plusieurs indicateurs clés, dont le revenu de capital, le revenu total des opérations et la marge brute.

Depuis les débuts, une partie importante des revenus de l'Agence se rapportait aux intérêts obtenus du portefeuille de prêts hérité du gouvernement. En 2005, la haute direction s'est fixé l'objectif de ne plus dépendre des intérêts acquis sur ledit portefeuille et a engagé tout le recouvrement des coûts à l'égard des activités commerciales de l'AOE d'ici à l'année financière de 2008. On a défini une nouvelle mesure : le revenu net du volet affaire de l'AOE, qui comprend le revenu des opérations de service public et l'intérêt découlant des soldes d'investissements en fonds liquides et à terme, mais qui exclut les intérêts sur le portefeuille hérité.

Pour la réalisation de cet objectif, l'AOE a adopté une stratégie à trois volets, laquelle comprend :

- le passage, des centres de coûts aux centres de profit, de fonctions comme la formation et la gestion des biens
- l'identification de volets de revenus, comme les services de distribution
- la restructuration de la prestation de services administratifs dans toute l'Agence, y compris d'étape de base de mise en œuvre d'un système financier intégré pour mieux appuyer le suivi et la facturation de services et l'établissement de rapports sur les résultats

Comme on l'a signalé à la fin de 2007, l'AOE a atteint cet objectif un an avant la date prévue. En 2008, en dépit de l'effet négatif de la réduction des taux d'intérêt sur ses soldes bancaires et d'autres investissements à court terme, les résultats favorables de nos opérations nous ont permis d'atteindre une fois de plus cet objectif. Cette stratégie continue de donner des résultats positifs,

en appuyant le personnel de première ligne et les gestionnaires de l'AOE dans la prestation des services qui répondent aux besoins des clients ou qui dépassent la satisfaction de ces besoins, tout en accroissant l'efficacité dans toute l'organisation.

Bilan

Le bilan de l'AOE continue de révéler la stabilité financière de l'Agence, comme en témoignent une forte position d'éléments d'actif et l'absence de dettes à long terme. Le total des éléments d'actif, au 31 décembre 2008, était de 213,6 millions de dollars, représentant une hausse de 5,1 millions de dollars, soit 2,4 % depuis décembre 2007. Le solde des bénéfices non répartis en décembre 2008 était de 87,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 4,58 millions de dollars, soit 5,5 % par rapport au 31 décembre 2007, et une hausse de 16,2 % par rapport au solde à la fin de 2005, quand l'Agence s'est concentrée encore plus qu'auparavant sur l'amélioration de la marge brute et la réalisation de gains de rendement grâce à la rationalisation de la prestation des services administratifs.

Revenus

Les revenus de l'AOE provenant de ses activités d'exploitation essentielles se sont accrus de près de 9,4 millions de dollars, soit 7,8 % par rapport à 2007, ce qui dépasse de près de 17 millions de dollars le montant prévu de revenus. Cette hausse était attribuable, en grande partie, à une augmentation des projets d'immobilisations exécutés pendant l'année, ainsi qu'aux redressements de l'indice des prix à la consommation (IPC), incorporés dans les ententes d'exploitation avec les clients. Cette hausse impressionnante en immobilisations et en services divers est survenue en dépit du déclin économique mondial qui se produit depuis la seconde moitié de 2008. Cette situation a exercé une influence sur les décisions d'investissement des clients en ce qui touche la période de modernisation des immobilisations pour les installations. On estime qu'il s'agit-là d'un facteur dans le report de plusieurs projets d'ingénierie, ce qui a conduit l'AOE à signaler une réduction de 86 000 \$, soit de 5 %, en frais d'ingénierie par rapport à 2007. En revanche, les revenus du nouveau groupe de gestion des biens de l'AOE se sont élevés de 725 000 \$, soit de 400 %, par rapport à ceux qu'on a signalés en 2007.

Dépenses

Les contrats d'exploitation et d'entretien de l'AOE incluent des clauses d'augmentations annuelles fondées sur l'IPC de l'Ontario. Les coûts afférents aux salaires du personnel, ainsi qu'à la plupart des services et produits achetés par l'AOE ont augmenté à des taux compatibles avec la hausse de l'IPC, mais il y a eu des exceptions. Les pénuries de chlorure ferreux, produit dérivé de la production de l'acier, ont entraîné d'importantes hausses de prix, ainsi que des problèmes de disponibilité. Ces pénuries résultaient de réductions de la production d'acier consécutives à des réductions spectaculaires des ventes d'automobiles et d'autres biens de consommation. Dans la mesure du possible, le personnel de l'AOE a atténué cette situation, en adoptant d'autres produits chimiques de processus. En outre, la volatilité du prix du carburant s'est répercutée sur le coût du parc de véhicules d'exploitation de l'AOE.

Revenus d'investissement

La volatilité des taux mondiaux d'intérêt enregistrée pendant la dernière partie de 2008 a lancé de grands défis pour nos activités de financement. D'abruptes baisses des taux d'intérêt pratiqués sur le marché, en particulier pendant le dernier trimestre de 2008, ont beaucoup influé sur les revenus d'investissement de l'AOE et ce, en provenance tant du portefeuille de prêts hérités que des dépôts bancaires et des investissements à court terme. À l'automne de 2007, quand l'AOE établissait son plan d'affaires de 2008, les taux bancaires à un jour se situaient en moyenne à 4,5 %. En se fondant sur les taux prévus par les grandes banques, l'AOE a prévu des revenus totaux de financement de 8 millions de dollars pour 2008, dont 5,9 millions se rapportaient à notre portefeuille hérité.

Les taux sont restés assez stables pendant la première moitié de 2008, mais, vers le milieu de l'année, des problèmes comme la situation des hypothèques à haut risque des États-Unis ont précipité des réductions dans les taux d'intérêt pratiqués sur le marché dans toute l'Amérique du Nord. Les grandes banques du Canada ont commencé à prévoir des baisses dans les taux canadiens, mais, jusqu'en août 2008, les taux étaient censés rester à 3 % pendant le restant de l'année. Les baisses réelles ont été bien plus importantes que dans les prévisions initiales. Dès la fin de 2008, le taux à un jour était tombé à 1,50 %, d'autres réductions étant attendues. Face à ces forces du marché, l'Agence s'est employée à atténuer l'effet du changement des taux d'intérêt.

La plus grande partie de notre portefeuille est composée des 120 millions de prêts à Infrastructure Ontario. L'intérêt relatif à ce prêt est lié aux taux du marché et redressé tous les trimestres et, par conséquent, il ne dépend pas de l'AOE. Il manquait plus de 1,2 million de dollars pour que le revenu réel en intérêts de cette partie de notre portefeuille d'investissement atteigne le montant planifié. Pour le reste du portefeuille de l'Agence, on a restructuré les investissements pour accroître le rendement au maximum et, ce faisant, on a limité la perte à quelque 363 000 \$. En prenant ces mesures, l'AOE a veillé à adhérer aux clauses de notre loi habilitante sur les types d'instruments financiers dans lesquels l'Agence peut investir. Comme suite à ces mesures, l'Agence a efficacement limité son exposition aux faibles taux d'intérêt, sans précédents, qui, pense-t-on, se maintiendront pendant tout 2009.



Office of the Auditor General of Ontario
Bureau du vérificateur général de l'Ontario

Rapport du vérificateur

À l'Agence ontarienne des eaux,
au ministre de l'Environnement
et au ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de l'Agence ontarienne des eaux au 31 décembre 2008 et les états des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Agence. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Agence au 31 décembre 2008 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Jim McCarter, C.A.
Vérificateur général
Expert comptable autorisé

Toronto, Ontario
Le 13 mars 2009

Bilan — Actif

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
Actif à court terme		
Placements de fonds liquides et à court terme	26 250	46 178
Débiteurs nets		
Municipalités et autres clients (note 2d)	24 261	23 848
Ministère de l'Environnement	374	380
Taxe sur les produits et services à recevoir	1 894	1 429
Charges payées d'avance	2 951	3 153
Tranche des investissements à recevoir échéant à court terme :		
Installations de traitement d'eau et d'eaux usées (note 2e)	1 097	1 232
Installations en cours de construction (note 2h)	457	164
Effet à recevoir	0	203
	57 284	76 587
Actif à long terme		
Investissements en dépôts à terme (note 2f)	26 000	0
Investissements recevables pour les installations de traitement de l'eau et des eaux usées (note 2e)	6 249	7 356
Investissements recevables pour les installations en cours de construction (note 2h)	23	0
Prêt en cours – Infrastructure Ontario (note 2j)	120 000	120 000
Immobilisations nettes (note 3)	4 009	4 542
	156 281	131 898
Total des éléments d'actif	213 565	208 485

Voir les notes afférentes aux états financiers

Bilan – Passif et capitaux propres

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	17 494	18 634
Tranche des avantages sociaux futurs exigibles à court terme (note 7a)	2 568	2 848
	20 062	21 482
Passif à long terme		
Contributions municipales à payer (note 2i)	257	252
Avantages sociaux futurs (note 7a)	9 932	8 244
	10 189	8 496
Capitaux propres de l'Ontario		
Surplus d'apport (note 5b)	96 047	95 820
Bénéfices non répartis	87 267	82 687
	183 314	178 507
Éventualités (note 6)		
Total du passif et des capitaux propres	213 565	208 485

Voir les notes afférentes aux états financiers

Au nom du conseil d'administration

Administrateur _____

Administrateur _____

Etat des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
Revenus d'exploitation des services publics		
Exploitation des services publics	130 072	119 987
Droits	2 390	2 314
Total des revenus d'exploitation	132 462	122 301
Charges de fonctionnement		
Salaires et avantages sociaux (note 7a et note 7b)	55 892	50 948
Autres charges de fonctionnement	75 730	71 011
Amortissement des immobilisations	2 187	1 650
Total des charges de fonctionnement	133 809	123 609
Perte nette – Exploitation des services publics	(1 347)	(1 308)
Revenus de financement		
Intérêt sur les investissements, les prêts en cours et les installations en cours de construction (note 2g)	6 036	8 017
Total des revenus de financement	6 036	8 017
Charges de financement		
Intérêt et frais d'administration des prêts	49	92
Amortissement des immobilisations	60	60
Total des charges de financement	109	152
Revenu net – Financement	5 927	7 865
Revenu net pour l'année	4 580	6 557
Solde d'ouverture, bénéfices non répartis	82 687	76 130
Solde de clôture, bénéfices non répartis	87 267	82 687

Voir les notes afférentes aux états financiers

Etat des flux de trésorerie

Au 31 décembre 2008

(en milliers de dollars)

	2008	2007
Rentrées nettes provenant des (affectées aux)		
Activités d'exploitation		
Revenu net	4 580	6 557
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations	2 247	1 710
	6 827	8,267
Évolution du fonds de roulement autre que les disponibilités		
Débiteurs	(872)	(2 297)
Effet à recevoir	203	0
Charges payées d'avance	202	237
Créditeurs et charges à payer	(1 140)	2 386
Provision pour coûts de restructuration	0	(172)
	(1 607)	154
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	5 220	8 421
Activités de financement		
Augmentation des dépôts à terme	(26 000)	0
Diminution des investissements à recevoir pour des installations de traitement de l'eau et des eaux usées	1 242	3 399
(Augmentation) diminution des investissements à recevoir pour des installations en cours de construction	(316)	1 077
Augmentation (diminution) des contributions municipales à payer	5	(19)
Augmentation des futurs avantages sociaux à payer	1 408	317
Baisse des effets à recevoir	0	8
Variation du surplus d'apport	227	(52)
Rentrées nettes provenant des activités de financement	(23 434)	4 730
Immobilisations acquises	(1 714)	(1 590)
(Baisse) augmentation des fonds liquides	(19 928)	11 561
Placements de fonds liquides et à court terme, solde d'ouverture	46 178	34 617
Placements de fonds liquides et à court terme, solde de clôture	26 250	46 178

Voir les notes afférentes aux états financiers

Généralités

L'Agence ontarienne des eaux (« l'Agence ») a été créée le 15 novembre 1993 aux termes de la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement* (la « Loi »).

Conformément à la Loi, la mission de l'Agence consiste notamment :

- à aider les municipalités à fournir des services de traitement de l'eau et des eaux usées contre recouvrement des coûts, en finançant, en planifiant, en aménageant, en construisant et en exploitant les stations et services en question;
- à financer, à construire et à exploiter des stations de traitement de l'eau et des eaux usées pour la province de l'Ontario contre recouvrement des coûts;
- à fournir ces services pour protéger la santé humaine et l'environnement, à encourager la conservation des ressources en eau et à appuyer les politiques provinciales en matière d'utilisation des terres et d'établissement sur celles-ci.

L'Agence est exonérée des impôts fédéraux et provinciaux sur le revenu.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers de l'Agence ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada qui sont prescrits par l'Institut canadien des comptables agréés. Les conventions comptables particulières à l'Agence sont décrites ci-après.

(a) Placements de fonds liquides et à court terme

Les placements de fonds liquides et à court terme sont des placements très liquides, dont l'échéance initiale est d'au plus un an.

(b) Immobilisations

Les principales dépenses relatives aux immobilisations dont la durée de vie utile dépasse celle de l'exercice en cours sont comptabilisées en fonction du coût. Les immobilisations sont amorties comme suit :

Mobilier et agencements	5 ans
Matériel roulant	4 ans
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	2 ans
Matériel et outillage	5 ans
Système d'information financière	7 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

(c) Constatation des revenus

Les revenus relatifs à des contrats conclus avec les clients pour l'exploitation des installations de traitement de l'eau et des eaux usées, reposant sur un prix annuel établi, sont constatés suivant des montants mensuels égaux, tels qu'ils ont été gagnés.

Les revenus relatifs aux contrats conclus avec les clients et fondés sur le recouvrement des coûts, plus le taux de marge ou le recouvrement des coûts, ainsi qu'un droit fixe de gestion, sont constatés au moment où l'on supporte de tels coûts.

Les revenus relatifs à du travail complémentaire pour des clients non visés dans le contrat d'exploitation et d'entretien, comme les réparations d'immobilisations relatives à l'équipement, sont constatés quand les coûts ont été supportés et, en principe, ils incluent une marge prédéterminée sur coût de revient.

(d) Instruments financiers

Un instrument financier est un élément d'actif ou un élément de passif qu'on finira par régler en espèces.

Tous les instruments financiers sont classés dans une des cinq catégories suivantes : détention pour transaction, détention jusqu'à échéance, prêts et débiteurs, biens financiers disponibles à la vente ou autres éléments financiers de passif. La mesure et la constatation initiales et ultérieures des changements de valeur des instruments financiers dépendent de leur classification initiale. À l'Agence, on a effectué la classification suivante :

- Les placements de fonds liquides et à court terme entrent dans la catégorie détention pour transaction et consistent en placements très liquides, dont des certificats de dépôt pouvant aller jusqu'à un an, qu'on peut facilement convertir en espèces.
- Catégorie des débiteurs : prêts et débiteurs, dont la valeur est établie à la valeur nominale, car ces éléments sont exigibles dans un délai d'un an.
- Les dépôts à terme entrent dans la catégorie des investissements détenus jusqu'à échéance et leur valeur est établie à la valeur nominale. Les intérêts courus sont enregistrés dans les débiteurs et les revenus nets.
- Catégorie des investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'eaux usées : prêts et débiteurs initialement mesurés à la juste valeur marchande et dont la valeur, par la suite, est établie au coût amorti suivant la méthode d'amortissement linéaire. L'amortissement est imputé à l'état des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis.
- Catégories des prêts non remboursés d'Infrastructure Ontario : bien financier disponible à la vente et dont la valeur est établie à la valeur nominale, qui est grosso modo identique à la valeur marchande du fait de la nature des instruments financiers à taux variable.
- Catégorie des créditeurs et des charges à payer : autres éléments financiers de passif et enregistrés à la valeur nominale, car ils sont exigibles dans un délai d'un an.

(e) Utilisation des estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les éléments d'actif et de passif déclarés à la date des états financiers, ainsi que sur les montants déclarés pour les revenus et les dépenses de l'exercice. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations.

2. Instruments financiers

(a) Juste valeur

Les justes valeurs des éléments financiers d'actif et de passif, ainsi que les valeurs comptables indiquées dans le bilan, se présentent comme suit :

31 décembre 2008		
(en milliers de dollars)	Valeur comptable	Juste valeur
Placements de fonds liquides et à court terme	26 250	26 334
Débiteurs	26 529	26 529
Placements dans des dépôts à terme	26 000	27 370
Investissements à recevoir	7 826	8 959
Prêt à recevoir -- Infrastructure Ontario	120 000	120 000
Créditeurs et charges à payer	17 494	17 494

2. Instruments financiers (suite)

Pour calculer la juste valeur, les flux monétaires prévus ont été actualisés suivant un taux d'intérêt fondé sur la courbe de rendement des obligations gouvernementales au 31 décembre 2008, plus un écart de crédit constant et convenable pour les municipalités.

(b) Risque de crédit

La valeur comptable des biens financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2008, comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	
Placements de fonds liquides et à court terme	26 250
Débiteurs	26 529
Placements dans des dépôts à terme	26 000
Investissements à recevoir	7 826
Prêts à recevoir – Infrastructure Ontario	120 000

(c) Risque de taux d'intérêt

L'Agence est exposée à un risque de taux d'intérêt sur les biens financiers suivants :

	Montant <i>(en milliers de dollars)</i>	Taux d'intérêt	Échéance
Infrastructure Ontario	120 000	variable	Mars 2023
Fonds liquides	16 250	variable	
Placements à court terme	10 000	2,55 – 2,90 %	Mars - Déc. 2009
Dépôts à terme	26 000	4,21 – 4,25 %	Déc. 2010

Si les taux d'intérêt avaient été supérieurs de 1 % (ou inférieurs) pendant tout 2008, les revenus de financement auraient été supérieurs (inférieurs) de 1,7 million de dollars.

(d) Débiteurs – Municipalités et autres clients

L'Agence n'est pas exposée à un gros risque de crédit, car les débiteurs sont exigibles auprès des municipalités et le paiement intégral est d'ordinaire recueilli. On établit la cote de solvabilité pour les clients non municipaux.

Le classement chronologique des débiteurs au 31 décembre 2008 était le suivant :

	(en milliers de dollars)
Pas en retard	17 518
En retard de 31-60 jours	1 778
En retard de 61-90 jours	41
En retard de 91-120 jours	1 342
En retard de 121-150 jours	860
Plus de 151 jours	4 047
Débiteurs (brut)	25 586
Provision pour créances douteuses – 1 ^{er} janvier 2008	799
Hausse de la provision en 2008	526
Provision pour créances douteuses – 31 décembre 2008	1 325
Total net des débiteurs – Municipalités et autres clients	24 261

(e) Investissements à recevoir pour les installations d'eau et d'eaux usées

Ces investissements représentent la partie principale en souffrance des montants à recevoir de clients pour les dépenses d'immobilisations engagées en leur nom par l'Agence, ainsi que les frais d'exploitation recouvrables, le cas échéant, non facturés.

Les créances rattachées à des participations s'appuient sur des ententes qui situent les taux d'intérêt entre 5,32 % et 10,52 %. L'échéancier de remboursement du principal pour les investissements se présente ainsi :

(12 mois à commencer par janvier)	(en milliers de dollars)
2009	1 097
2010	762
2011	786
2012	813
2013	815
Ensuite	2 954
	7 227
Moins : Tranche échéant à court terme	1 097
	6 130
Redressement au coût amorti	119
	6 249

2. Instruments financiers (suite)

En août 1999, l'Agence a conclu une entente de prêt pour financer la construction d'une conduite d'eau, terminée en mai 2000. Le solde non remboursé du prêt, y compris l'intérêt accumulé, était de 18,6 millions de dollars au 31 décembre 2005. L'entente précisait que le prêt serait remboursé par le produit des ventes d'eau plutôt qu'en fonction d'un calendrier préétabli. Au 31 décembre 2008, aucun paiement de capital ou d'intérêt n'a été effectué. La conduite d'eau et le remboursement du prêt font actuellement l'objet de discussions au sein des divers ordres de gouvernement. Compte tenu de l'incertitude qui entoure les ventes futures d'eau, l'Agence a reconnu qu'il s'agissait d'un prêt douteux et, par conséquent, le montant du prêt, de 18,6 millions de dollars, est reflété dans la provision pour créances douteuses. À compter de la date à laquelle le prêt a été classé dans la catégorie des créances douteuses (le 1^{er} janvier 2006), l'Agence a cessé d'accumuler les revenus d'intérêt qui, au 31 décembre 2008, s'élevaient à 4,2 millions de dollars.

À part les clauses figurant dans cette note, il n'y a pas d'autres clauses établies pour les investissements à recevoir.

(f) Placements dans les dépôts à terme

L'Agence a investi 26 millions de dollars dans les dépôts à terme, les taux allant de 4,21 % à 4,25 %, l'échéance étant de deux ans.

(g) Revenus de financement

Les revenus de financement sont répartis comme suit :

(en milliers de dollars)

(a) Intérêt sur les placements de fonds liquides et à court terme	1 365
(b) Intérêt sur les débiteurs	563
(c) Intérêt sur les placements dans les dépôts à terme	115
(d) Intérêt sur les prêts en cours d'Infrastructure Ontario	3 993
Total	6 036

(h) Installations en cours de construction

Les installations en cours de construction représentent les installations d'eau et d'eaux usées ou les améliorations de grandes immobilisations apportées à des installations existantes et entreprises par l'Agence au nom de ses clients.

(i) Contributions municipales à payer

Au 31 décembre 2008, l'Agence détenait, pour le compte des municipalités, des fonds de 0,3 million de dollars (2007 – 0,3 million de dollars). Ces fonds sont inclus dans les placements de fonds liquides et à court terme.

(j) Prêts en cours – Infrastructure Ontario

L'Agence a consenti un prêt de 120 millions de dollars à Infrastructure Ontario, agence du gouvernement provincial, prêt qui vient à échéance le 1^{er} mars 2023. L'intérêt est versé tous les trimestres à un taux inférieur de quatre points de base à la moyenne mensuelle du taux offert en dollars canadiens. La valeur marchande de l'effet se rapproche du coût.

(k) Autre

Sauf description figurant dans les présentes notes, l'Agence n'est pas exposée à d'autres risques de change, de liquidité ou d'autre prix sur ses instruments financiers.

3. Immobilisations

<i>(en milliers de dollars)</i>	Amortissement		Net	Net
	Coût	accumulé	31 déc. 2008	31 déc. 2007
Mobilier et agencements	1 762	1 550	212	283
Matériel roulant	222	155	67	22
Matériel informatique	8 183	7 237	946	1 175
Logiciels	4 594	4 146	448	442
Matériel et outillage	751	470	281	147
Système d'information financière	1 958	338	1 620	1 302
Améliorations locatives	6 720	6 285	435	1 171
	24 190	20 181	4 009	4 542

4. Baux

Les paiements annuels de location effectués aux termes de contrats de location-exploitation relativement à l'ensemble du matériel de bureau, des locaux et des véhicules se répartissent comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	
2009	2 448
2010	2 069
2011	1 791
2012	926
2013	199
	7 433

5. Capitaux propres de l'Ontario

(a) Capital disponible

Au cours des dernières années, l'Agence s'est employée à passer au recouvrement intégral dans ses opérations de traitement de l'eau et des eaux usées.

L'Agence travaille en étroite collaboration avec la Province, son unique actionnaire, au sujet de l'investissement de sa grande quantité de ressources en capital, dont le prêt de 120 millions de dollars à l'égard d'Infrastructure Ontario, son solde de trésorerie et des placements dans des dépôts à terme de 52 millions de dollars. La Province exerce une influence considérable sur l'utilisation de ces ressources.

5. Capitaux propres de l'Ontario (suite)

(b) Surplus d'apport

Le solde d'ouverture du surplus d'apport provient de la province de l'Ontario et représente la valeur comptable de l'actif net en sus des obligations.

Le redressement du solde d'ouverture se rapporte aux coûts de réparation et d'entretien, aux frais juridiques et à la radiation des avances sur l'aide provinciale convenus avant la création de l'Agence. Les fonds engagés pour les réparations et l'entretien sont consacrés à divers projets; le plus important d'entre eux comporte un plafond de dépenses de 7,5 millions de dollars pour la réparation des biens d'équipement, tel qu'il a été autorisé par le conseil d'administration de l'Agence. De ce montant, une somme cumulative de 6 millions de dollars a été dépensée. Un montant cumulatif de 5,7 millions de dollars a été consacré à d'autres projets.

	31 décembre 2008	31 décembre 2007
(en milliers de dollars)		
Solde d'ouverture, 1 ^{er} janvier	95 820	95 872
Redressement du solde d'ouverture	227	(52)
	96 047	95 820

6. Éventualités

L'Agence est partie défenderesse dans plusieurs poursuites en justice. La plupart de ces instances sont couvertes par une assurance, après déduction d'une franchise variant de 5 000 \$ à 100 000 \$ selon les circonstances qui ont donné lieu à l'instance et la nature de l'instance. L'issue de ces poursuites n'est pas encore connue. Les pertes éventuelles seront comptabilisées au cours de l'exercice où un règlement aura lieu. Les assureurs de l'Agence ont refusé de lui accorder une couverture à l'égard de diverses poursuites en justice de plusieurs millions de dollars dans lesquelles l'Agence a été nommée partie défenderesse par le même demandeur. Ces poursuites sont en suspens. On croit que le risque auquel l'Agence est exposé est nettement inférieur aux montants demandés, bien qu'on ne puisse pour le moment déterminer le montant exact de ce risque. Si ces poursuites vont de l'avant, il faudra réévaluer périodiquement le risque auquel l'Agence est exposée.

7. Opérations entre apparentés

(a) Futurs avantages sociaux autres que la pension

L'Agence doit verser les prestations de fin d'emploi prévues par la loi, les vacances non payées et les indemnités pour accidents du travail.

Le coût de ces avantages sociaux futurs a été évalué à 12,5 millions de dollars (2007 – 11,1 millions de dollars), dont un montant de 2,6 millions représente un élément du passif à court terme. Le montant imputé à la déclaration de revenus en 2008 était de 1,9 million de dollars (2007 – 1,4 million de dollars) et il est inclus dans le poste des salaires et des avantages sociaux de l'état des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis.

Les avantages sociaux futurs comprennent une obligation prévue de 2,5 millions de dollars (2007 -- 1,6 million \$) au titre des indemnités pour accidents du travail. Ce montant a été établi à partir des calculs actuariels les plus récents fournis en date du 31 décembre 2007 par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT).

La direction est d'avis que le solde du 31 décembre 2008 ne sera pas sensiblement différent. Tout redressement du solde cumulé de l'obligation liée à la CSPAAT sera comptabilisé au cours de l'exercice où la CSPAAT en fournira le montant exact.

Les coûts des autres avantages sociaux accordés aux employés à la retraite et autres que la pension sont pris en charge par la Province et ne sont donc pas inclus dans les états financiers.

(b) Régime de retraite

L'Agence offre des prestations de retraite à tous ses employés à temps plein par l'entremise de la Caisse de retraite des fonctionnaires et de la Caisse de retraite du Syndicat des employés et employés de la fonction publique de l'Ontario, qui sont des régimes de retraite interentreprises à prestations déterminées mis sur pied par la Province de l'Ontario. Ces régimes sont comptabilisés comme des régimes à cotisations déterminées, car l'Agence ne dispose pas des renseignements nécessaires pour appliquer à ces régimes de retraite des méthodes comptables propres aux régimes à prestations déterminées. Les cotisations de l'Agence pour l'exercice se chiffrent à 2,5 millions de dollars (2007 -- 2,3 millions \$) et sont comprises dans les salaires et avantages sociaux figurant dans l'état des résultats d'exploitation et des bénéfices non répartis.

(c) Autre

Du fait de la relation de l'Agence avec la Province, les opérations suivantes entre apparentés existent :

(i) L'Agence a reçu des revenus de 2,8 millions de dollars (2007 -- 2,3 millions \$) de la Société immobilière de l'Ontario pour les services de traitement d'eau et d'eaux usées qu'elle a fournis. Ces services ont été fournis suivant des tarifs concurrentiels, analogues à ceux d'autres clients de l'AOE.

(ii) L'Agence a reçu des revenus de 2,6 millions de dollars (2007 -- 1,9 million \$) du ministère de l'Environnement pour les services de traitement d'eau et d'eaux usées qu'elle a fournis. Ces services ont été fournis suivant des tarifs concurrentiels, analogues à ceux d'autres clients de l'AOE.

(iii) L'Agence a offert un prêt de 120 millions de dollars à Infrastructure Ontario, tel que décrit à la note 2 (j).

(iv) L'Agence compte sur la Province pour traiter la paie et administrer les avantages sociaux, ainsi que pour obtenir une vérification interne et des services juridiques. La Province absorbe certains de ces frais administratifs.

8. Reclassification

On a reclassifié certains des chiffres de l'année précédente, afin de se conformer à la présentation de l'année actuelle.

9. Prise de position sur la future comptabilité

On a établi une ébauche d'exposition pour remplacer les normes de vérification généralement reconnues au Canada par des normes internationales d'information financière [International Financial Reporting Standards (IFRS)] pour les entreprises ayant la plus forte obligation publique de rendre des comptes. L'ébauche de l'exposition propose que l'IFRS entre en vigueur pour les exercices commençant au plus tôt le 1^{er} janvier 2011. En février 2009, le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a communiqué une invitation à commenter les rapports financiers qu'utiliseront les organismes gouvernementaux. On prévoit que les résultats de l'invitation à commenter détermineront si l'Agence sera ou ne sera pas considérée comme une entreprise ayant une obligation publique de rendre des comptes et devant adopter les normes IFRS.

10. Salaires

La Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public exige la divulgation du nom des employés du secteur public de l'Ontario dont la rémunération annuelle dépasse 100 000 \$. La rémunération comprend le salaire de base, la rémunération des heures supplémentaires, les congés payés, les heures compensatoires, la rémunération au rendement et les sommes forfaitaires de rémunération au mérite. Voici la liste du personnel de l'Agence (nom, poste, rémunération versée et avantages sociaux imposables) dont la rémunération dépassait 100 000 \$ en 2008.

Nom	Poste	Rémunération versée	Autres avantages sociaux
Atkinson, Daniel	Vice-président des opérations, Sud de l'Ontario	136 234,47	231,04
Baker, Brenda	Vice-présidente des finances et des services internes	128 195,41	231,04
Cameron, Janice	Directrice des ressources humaines	109 901,28	186,38
Cameron, Kirk	Directeur de la technologie de l'information	107 233,78	191,36
Clappison, Stephen	Ingenieur d'équipe	101 574,19	150,84
Dormer, Robert	Chef de projet	116 029,79	191,94
Edwards, David	Chef régional de Peel-Sud	111 069,85	193,56
Ethier, Marc	Chef régional de Waterloo	114 229,51	193,56
Fernandes, Mervyn	Ingenieur d'équipe	101 144,89	150,84
Jenkins, Robert	Chef de projet	109 129,21	191,94
Kempenaar, Gary	Chef régional de l'efficience opérationnelle et de l'innovation	113 176,63	193,56
Kind, Robin	Avocate générale	203 639,44	341,58
Komulainen, Ilmari	Chef régional de l'Est	111 069,85	193,56
Love, Steven	Avocat	118 221,67	212,10
Matson, David	Soutien à la gestion, formation et processus	101 583,28	181,70
McCully, David	Chef de projet	109 092,76	167,47
Mollard, Beverly	Chef régional de l'Ouest	100 520,82	177,67
Pontone, Dante	Président-directeur général	182 733,72	294,60
Reid, Nicholas	Vice-président du développement des affaires	128 004,15	222,31
Rinas, Wilhelm	Avocat général adjoint	163 687,47	292,07
Roopial, Prem	Chef de la comptabilité et des finances	105 126,65	183,23
Terry, George	Vice-président des opérations du Nord de l'Ontario et des Premières nations	128 811,80	225,37
Thompson, John	Directeur des services d'ingénierie	113 851,80	203,91
Valickis, Andy	Chef de projet	114 604,92	191,94
West, Philip	Ingenieur d'équipe adjoint	103 960,60	142,20
Williams, Gordon	Chef régional du Nord	114 229,51	193,56
Witlarge, Sandra	Contrôleuse	110 535,34	186,38
Witte, Ralph	Chef de l'élaboration des processus administratifs	104 864,69	182,66



Ontario Clean Water Agency
Agence Ontarienne Des Eaux



imprimé sur du papier recyclé



Sources mixtes

Bois et produits de bois issus de forêts
gérées de manière responsable et de bois
de source recyclée

www.fsc.org Cert. No. COC-001214
© 1996 Forest Stewardship Council





Ontario Clean Water Agency
Agence Ontarienne Des Eaux

1.800.667.6292

www.ocwa.com

Bureau principal

1, rue Yonge, bureau 1700
Toronto (Ontario) M5E 1E5
Renseignements généraux :
Tél. : 416.314.5600
Téléc. : 416.314.8300

Bureau de la région de l'Est

593 Norris Court
Kingston (Ontario) K7P 2R9
Tél. : 613.634.6292
Téléc. : 613.634.1942

Bureau de la région du Nord

335, avenue Euclid
Thunder Bay (Ontario) P7E 6G6
Tél. : 807.475.1350
Téléc. : 807.475.1531

Bureau de la région de Waterloo

190, avenue University Est
Waterloo (Ontario) N2J 4B8
Tél. : 519.885.7022
Téléc. : 519.885.8192

Bureau de la région de l'Ouest

1100 Dearness Drive, bureau 18
London (Ontario) N6E 1N9
Tél. : 519.680.1310
Téléc. : 519.680.1390

Bureau de la région de Peel-Sud

1300 Lakeshore Road Est
Mississauga (Ontario) L5E 1E5
Tél. : 905.274.1223
Téléc. : 905.274.5906

Centre d'excellence opérationnelle

2425, avenue Skymark, bureau 4
Mississauga (Ontario) L4W 4Y6
Tél. : 905.206.1476
Téléc. : 905.206.1405